Numéro 27
Décembre 2013
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS
The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Vol de Nuit

Mohamed Choucair

«Vol de Nuit», l'œuvre d'Antoine de Saint-Exupéry, décrit l'époque héroïque de l'aéropostale dans les années 30, où l'on devait risquer sa vie pour acheminer le courrier contre vent et tempête. L'entreprise libanaise est aujourd'hui confrontée à l'héroïsme du quotidien.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du Liban que les dirigeants ignorent les conséquences économiques du blocage politique. Les circonstances actuelles exigent du Liban un effort particulier en termes de production pour répondre aux besoins d'une masse grandissante de réfugiés démunis aux portes de l'hiver. Les organisations économiques ne cessent de sonner l'alarme face à la détérioration des secteurs qui ont fait la gloire de notre économie. Les médias mentionnent depuis quelques jours les conclusions d'un rapport international qui estime que 175 000 Libanais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ce serait plutôt une bonne nouvelle, car, selon les dernières estimations, le tiers de la population libanaise vivrait avec moins de 2,40 dollars par personne et par jour et 7% d'entre elle, soit 275 000 personnes, vivent dans une pauvreté extrême, avec moins d'un dollar par jour.

Dans cette atmosphère morose, nous avons annoncé une grande exposition libanaise à Djeddah, au début du mois d'avril prochain. On nous a demandé comment des secteurs fatigués et des entreprises exsangues allaient-ils faire l'effort de participer? Et pourtant il le faut, contre vent et marée, comme pour acheminer le courrier postal, en pleine nuit et face à une nature déchainée. C'est à ce prix que nous pourrons conjurer le sort, permettre aux secteurs de redécoller et aux entreprises de renouer avec la profitabilité.

Nous n'étions pas seuls dans la conférence de presse. Autour de nous il y avait trois ministres pour soutenir notre action, avec la même foi et la même ardeur. Le reproche que nous faisons au gouvernement n'a d'égal que notre admiration pour certains ministres, qui n'épargnent aucun effort sur le plan personnel ou celui de leur administration pour défendre l'économie et protéger les ressources du citoyen. Qu'il nous soit permis de leur rendre hommage.

Ce projet est un acte de foi, mais aussi une anticipation rationnelle des développements favorables et le moyen d'en tirer parti. L'Arabie saoudite est le principal marché des produits et services libanais. Elle est l'hôte des entreprises libanaises les plus importantes à l'extérieur du Liban, et le leader incontesté des investissements étrangers directs au Liban.

Est-il nécessaire de rappeler que l'économie libanaise a toujours été une économie intégrée à la région? C'est la source de sa fortune et de sa fragilité. Quand on examine les facteurs à l'origine de la hausse du niveau de vie des Libanais (11000 dollars per capita en chiffres absolus et 16000 dollars en pouvoir d'achat paritaire), on constate que l'intégration de l'économie libanaise aux pays du Golfe est la cause principale de cette amélioration. Cette intégration a porté ses fruits à plusieurs niveaux: augmentation du volume des revenus des capitaux et des travailleurs libanais dans le Golfe, accueil des marchés aux produits et services libanais, intensification du tourisme et surtout de l'estivage au Liban, acquisition de propriétés et d'entreprises au Liban, fréquentation des écoles, universités, services de santé ou autres.

Mais cette intégration porte en elle les germes de sa fragilité. Il suffit qu'un élément, pour une raison ou une autre, notamment sécuritaire, vienne faire défaut et l'économie est en crise. Mais on ne peut remettre en question ce modèle que le monde entier a adopté, ou cherche à adopter, car il représente la voie royale de l'optimisation des ressources et de l'accélération de la croissance.

Les efforts particuliers des ministres et des leaders du secteur privé ont, au-delà de la nécessité économique, une valeur symbolique. Ce pays relèvera tous les défis grâce à l'initiative et au dévouement de ses fils. Mais il n'obtiendra la prospérité qu'il mérite que quand l'effort individuel deviendra un effort collectif, et que l'engagement de certains de ses membres découlera de l'engagement d'un gouvernement qui tienne vraiment les reines du pouvoir.

أسبوع لبنان
في المملكة العربية السعودية

5-9 APRIL 2014

مشاركتكم، تنمية لأعمالكم

الجمهورية اللبنانية
قنصلية لبنان العامة في جدة
THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان
REPUBLIC OF LEBANON MINISTRY OF ECONOMY & TRADE
الجمهورية اللبنانية وزارة الصناعة
M.I.C.E Lebanon Exhibitions & Conferences
الميس العربية لتنظيم المعارض والمؤتمرات
الشركة المنظمة:

For more information on the event and participation details, kindly contact Mr. Rafic Malek:
Lebanon: 79 190953 - 01 353390 | E.mail: rafic@micearabia.net
Jeddah: +966 126673211 ext: 227 | Mobile: +966 553045165

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

INDEX

Lancement officiel du projet SHAAMS: un accélérateur du secteur solaire en méditerranée

Noël de l'espoir envers et contre tout!

Lebanon on the Map with H.E UK Ambassador, Mr.Tom Fletcher

Inspirational Women Series presents May El Khalil

CCIA-BML

P03. Le Fonds FARO Liban, pour encourager et financer l'innovation

P03. Lancement officiel du projet SHAAMS: un accélérateur du secteur solaire en méditerranée

P04. La délégation libanaise à l'honneur à Marseille

P04. G. Tamer Holding organise une donation de sang pour le Children's Cancer Center

P04. Noni Liban célèbre le 50ème anniversaire de LEGO au Liban

P05. Risque souverain et taux d'intérêts: quelle corrélation au Liban?

P06. Spécial Crise de la Zone Euro

FCCIAL

P08. Noël de l'espoir envers et contre tout!

P10. Le GEMM, un programme de la Fondation européenne pour la formation

P12. E-Gov. documents officiels en ligne

P13. 7ème Semaine Méditerranéenne des Leaders Économiques

P14. Lebanon on the Map with H.E UK Ambassador, Mr.Tom Fletcher

P15. Inspirational Women Series presents May El Khalil

P16. Kazakhstan Lebanon: Twenty Years of Cooperation

P17. DSME and private sector involvement in TVET

P17. Young Entrepreneurs gathered for Gew Event at SouthBic

CCIA-BML

P18. Opportunities in Bulgaria

P19. EU Projects

P20. Conferences, exhibitions & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le Fonds FARO Liban, pour encourager et financer l'innovation

Le FARO a été créé pour encourager le développement économique à travers l'innovation et la création. Un vaste réseau sous la direction de l'Union pour la Méditerranée encadre le développement et le renforcement des partenariats entre les petites et moyennes entreprises du bassin méditerranéen.

LE FARO LIBAN EST PORTÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DE BEYROUTH ET DU MONT-LIBAN

Son président, Mohamed Choucair, et le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh, l'ont officiellement lancé lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 12 février dernier. La CCIA BML accueille le siège du fonds. Il est à noter que le Liban est le premier pays participant à ce projet après la France.

OBJECTIFS

Le fonds FARO Liban vise à encourager les petites et moyennes entreprises innovantes en leur accordant des prêts facilités en vue de développer leurs ressources et d'améliorer les conditions de leur productivité et leur compétitivité.

La création de ce fonds a trois objectifs principaux: favoriser la création d'entreprises et promouvoir l'emploi, soutenir l'innovation dans les pays de la rive sud de la Méditerranée et développer les partenariats Nord/Sud.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CE FONDS D'AIDES?

- Chaque entrepreneur libanais ayant une idée ou un projet innovant et l'intention de coopérer avec des partenaires dans la zone euro-méditerranéenne.
- Soit en créant une start-up, tous secteurs d'activités confondus, soit à travers une entreprise existante mais qui désire développer un nouveau produit,
- Chaque projet soutenu par le Faro Liban est doté d'un prêt d'un montant maximum de 20 000 dollars avec un taux de 1% remboursable sur quatre ans au maximum avec une période de grâce d'un an au plus.

Le FARO Liban bénéficie du soutien de la Banque du Liban, de Kafalat et des incubateurs Berytech et South Bic.

LA CCIA BML SIGNE UN PROTOCOLE DE COOPÉRATION AVEC LA BANQUE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL

La finalité de ce protocole est la mise en place et le suivi des modalités d'octroi des prêts aux clients dont les dossiers ont été approuvés. La BIT rejoint ainsi, par sa stratégie de soutien aux petites et moyennes entreprises, les objectifs fixés par le FARO Liban. Ce véritable levier économique n'est pas limité à Beyrouth et au Mont-Liban mais couvre toutes les régions du pays. Le FARO Liban ouvre aux entreprises les portes du développement sur le plan local mais surtout sur les marchés régionaux et européens.

Les candidats peuvent se renseigner et soumettre leur dossier à l'adresse suivante: edc@ccib.org.lb ou contacter pour un RDV le Centre de développement des entreprises (EDC) au 1314 (ext. 14). À partir d'un mobile contacter le (01) 353 390.

BIT BANK
Banque de l'Industrie et du Travail s.a.l.

WITH YOUR IDEA AND OUR ASSISTANCE, EVERYTHING IS POSSIBLE

If you are a young entrepreneur and have an **innovative idea or project** that you are willing to share with at least one European or Mediterranean partner, the FARO fund, that is managed by the Chamber of Beirut and Mount-Lebanon, offers you technical and financial assistance at a symbolic rate to build your project.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

www.ccib.org.lb
www.facebook.com/CCIAB
www.twitter.com/CCIABML
For more information please call 1314 ext 14

Lancement officiel du projet SHAAMS: un accélérateur du secteur solaire en méditerranée

Dans le cadre de sa politique de voisinage pour la coopération transfrontalière en Méditerranée (IEVP), l'Union européenne a mis en place en 2012 un projet de développement dans le secteur de l'énergie solaire intitulé SHAAMS. Bref retour sur le lancement de ce projet et sur ses grandes lignes.

le 12 novembre dernier, le Rotana hôtel de Gefinor a ouvert ses portes pour le lancement officiel du projet SHAAMS, consacré aux systèmes d'énergie solaires. Un projet porté à bout de bras au Liban par la Chambre de commerce de Beyrouth et par ses partenaires locaux les incubateurs BERYTECH et BIAT (Tripoli) qui ne tarissent pas d'efforts pour organiser des activités et des ateliers pour éduquer la communauté sur le potentiel et les possibilités offertes par l'utilisation de l'énergie solaire.

A noter que SHAAMS est financé par l'Union européenne à travers un programme de coopération transfrontalière de la Méditerranée (ENPI CBC MED), qui fait partie de la politique européenne de voisinage. Comme pays participants aux côtés du Liban: l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce, la Jordanie et l'Égypte, au total douze partenaires. À noter également que l'exécution du projet SHAAMS s'étale sur trois ans (2013 à 2015) et qu'il est géré par la Chambre de commerce de Barcelone. Un comité directeur représente également chacun des douze partenaires.

Parmi les objectifs du projet SHAAMS, on retiendra: la sensibilisation du grand public sur les opportunités de l'énergie solaire pour le développement socio-économique en Méditerranée.

L'IMPORTANCE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES COMME PILIER FONDAMENTAL POUR UNE CROISSANCE DURABLE

Lors de la séance d'ouverture, à laquelle ont participé des représentants des sept pays et une foule d'institutions libanaises concernées par le sujet, Rabih Sabra, le directeur général de la Chambre de Beyrouth, a souligné dans son allocution la responsabilité environnementale de la Chambre qui se tient au courant des dernières technologies et expertises dans le domaine de l'énergie solaire. «La Chambre planche sur une variété de projets et de partenariats liés au recyclage et aux énergies alternatives» a-t-il aussi ajouté. Rabih Sabra a également insisté sur l'importance des énergies alternatives, notamment «l'énergie solaire comme secteur émergeant et prometteur dont le Liban représente un catalyseur d'opportunités et d'entraînement pour le marché du travail, des investissements et des affaires». Il a clos son intervention en affirmant que «les systèmes d'énergie solaire constituent un pilier fondamental pour une croissance durable à long terme».

De Gauche à droite: Fawaz Hamidi, Marcello Mori, Rabih Sabra, Nicolas Rouhana

Pour sa part, Nicolas Rouhana, le directeur de Berytech a affirmé qu'«un intérêt croissant est accordé par notre institution aux innovations et aux projets d'énergies alternatives». Quant à Fawaz Hamidi à la tête du BIAT, il s'est arrêté sur les projets réalisés dans le nord du pays avec le soutien de l'Union européenne.

Enfin Marcello Mori, chef de section du développement durable au sein de la mission européenne au Liban, a exprimé la satisfaction de l'Union européenne quant à la participation croissante du Liban dans ce programme. Pour ce dernier, SHAAMS est «un modèle pour la production et l'utilisation durable d'énergie».

La cérémonie d'ouverture a été suivie notamment par des ateliers qui ont mis en avant l'importance du projet SHAAMS et de ses avantages économiques et environnementaux.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La délégation libanaise à l'honneur à Marseille

Jacques Saadé, président de la Chambre de commerce franco-libanaise, a réuni à Marseille Libanais et Français autour d'un renforcement des relations commerciales bilatérales entre les PME des deux pays.

Dr. Haroutiun Samuelian, Pdt Mohamed Choucair, Son Excellence Adnan Kassar, Pdt Jacques Saadé, SE prof. Khalil Karam, S.E. Ambassadeur Patrice Paoli, Vice-Pdt Gaby Tamer

La Chambre de commerce franco-libanaise, présidée par Jacques Saadé, a convié la délégation libanaise fin octobre dernier pour trois jours de réflexion autour du thème: le commerce entre les PME libanaises et françaises. Une conférence sur les perspectives offertes aux entreprises françaises a eu lieu en présence d'officiels et de chefs d'entreprise des deux pays. La délégation libanaise était composée d'Adnane Kassar, ancien ministre et président des organismes économiques, Mohamed Choucair, président de la Fédération des Chambres de commerce du Liban, Gaby Tamer, vice-président de la CCIA BML et de Haroutioun Samuelian, vice-gouverneur de la Banque du Liban. L'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli et Stéphane Attali, directeur général de l'ESA et vice-président du MEREF étaient également présents.

Après l'accueil officiel à l'aéroport, un dîner de bienvenue était organisé par Jacques Saadé auquel étaient notamment conviés le ministre français des Transports, Frédéric Cuvillier, et le Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin. «Nous avons été reçus au somptueux Hôtel Intercontinental, l'un des plus beaux hôtels de Marseille», raconte Gaby Tamer, précisant que cet établissement était autrefois l'hôpital de l'Hôtel Dieu.

FAIRE DU LIBAN UN HUB COMMERCIAL POUR LES PME FRANÇAISES

La Chambre de commerce franco-libanaise a choisi cette année un cadre futuriste. La traditionnelle réunion plénière a eu lieu en haut de la tour CMA-CGM qui domine le port de Marseille, «une des plus belles tours qui jalonnent la Méditerranée», note Gaby Tamer. Les participants ont abordé plusieurs sujets tel que le renforcement des échanges entre les deux chambres pour renforcer les partenariats entre les PME libanaises et françaises, ouverture de nouveaux marchés réciproques. «Il a été notamment décidé d'organiser, au cours de l'année 2014, une nouvelle réunion au Liban avec les mêmes objectifs», souligne Gaby Tamer assurant par ailleurs que «la Chambre de commerce de Beyrouth est disposée à apporter toute son aide aux PME souhaitant développer leurs affaires au Liban et au Moyen-Orient». Il s'agirait de faire du Liban un hub à travers l'organisation de B2B entre firmes européennes et libanaises. «La Chambre de commerce franco-Libanaise et celle de Beyrouth s'engagent à organiser et à développer les contacts des PME intéressées, en s'occupant des accords bilatéraux nécessaires en vue de renforcer les affaires et faire bénéficier Marseille, Paris et Beyrouth».

RENFORCER LES PERSPECTIVES OFFERTES AUX ENTREPRISES FRANÇAISES

Au programme aussi, une conférence mixte entre la délégation libanaise et les officiels et responsables d'organismes économiques et chefs d'entreprise français. Jacques Saadé, également président du groupe CMA-CGM, a voulu réunir les différents participants dans l'amphithéâtre pour une conférence sur le thème: «La situation économique et commerciale au Liban et les perspectives offertes aux entreprises françaises». Après que, dans une allocution de bienvenue, Jacques Saadé a encouragé les entreprises françaises à s'implanter au Liban, Pierre Rozek, vice-président exécutif de la CCFL, a quant à lui énuméré les divers domaines de coopération économique entre le Liban et la France, dont l'énergie, la santé, l'agriculture et les infrastructures. Ce dernier a estimé que le Liban devait être un «hub» pour les entreprises françaises désireuses de rayonner dans la région. Le vice-gouverneur de la Banque du Liban, Haroutioun Samuelian, a ensuite dressé un tableau de la situation économique et financière du Liban. Enfin, «c'est par un cocktail que s'est clôturée cette journée franco-libanaise fort constructive et riche en échanges prometteurs au niveau des affaires entre le Liban et la France», conclut Gaby Tamer.

G. Tamer Holding organise une donation de sang pour le Children's Cancer Center

«Une journée de don de sang a été organisée dans les locaux de G. Tamer Holding à laquelle tout le personnel du groupe a pris part dynamiquement. Cette journée s'inscrit dans le cadre du programme de don de sang lancé par l'American University Hospital de Beyrouth (AUHB) dans le but de soutenir les enfants du St. Jude's Children's Cancer Center qui lui est affilié. Ce programme de don contribue en effet à sauver la vie des enfants du centre qui ont besoin de ces transfusions: une unité de sang peut sauver la vie de trois personnes.»

Noni Liban célèbre le 50ème anniversaire de LEGO au Liban

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la collaboration entre LEGO et Noni Liban Sal, membre de G. Tamer Holding, un dîner de célébration a été organisé à la villa Tamer en présence de l'ambassadeur du Danemark, Rolf Holmboe, du ministre libanais de l'Économie et du Commerce, Nicolas Nahas, de l'ambassadeur de Grèce, Catherine Boura, de l'ambassadeur d'Italie, Giuseppe Morabito, de Mohamed Choucair, président de la Chambre de commerce d'industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, de Jacques Sarraf, ainsi que des clients du groupe. Simon Stansfield Bast, directeur de LEGO, qui s'est spécialement rendu à Beyrouth pour assister à cet événement, a offert à Gaby Tamer, président de G. Tamer Holding un vrai chef d'œuvre: un buste réalisé en trois dimensions avec 15 000 briques de Lego. Et ce, en reconnaissance aux longues années de coopération avec Noni Liban. En retour, Gaby Tamer a présenté à M. Bast un trophée pour l'occasion en exprimant la grande fierté du groupe et sa profonde gratitude de collaborer avec succès, depuis un demi-siècle déjà, avec le géant mondial du jouet.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Risque souverain et taux d'intérêts: quelle corrélation au Liban?

Bachir El Khoury

Si dans la plupart des pays du monde, une hausse du risque souverain implique généralement une augmentation des taux d'intérêt, cette relation quasi-linéaire semble moins évidente au Liban. Malgré une dégradation des perspectives sécuritaires, politiques et économiques du pays au cours des deux dernières années, les taux d'intérêts se sont montrés assez résilients.

Dans les détails, seule une hausse mineure a été notée au niveau du taux moyen sur les dépôts en devises, qui a augmenté de 2,83% à 2,91% entre septembre 2012 et septembre 2013, ainsi que du taux moyen sur les prêts en livres, qui a progressé de 6 points de base, à 7,36%, contre 7,3% un an plus tôt. En revanche, les taux sur les dépôts en livres et les prêts en devises ont respectivement reculé de 6 et 21 points de base sur un an (voir le tableau ci-dessous).

Pourtant le Liban a vu son classement en termes de risque-pays se faire dégrader par plus d'une institution, tandis que les agences de notation révisaient à la baisse la note souveraine et/ou les perspectives de court et de long terme.

Récemment, l'agence américaine Standard and Poors (S&P) dégradait à B- la note sur la dette souveraine du Liban, tout en conservant les perspectives «négatives». Celles-ci étaient passées de «positives» à «stables» en 2011 puis à «négatives» en 2012. La notation souveraine actuelle est de six crans en dessous de la note BBB- correspondant au «Investment grade», le seuil minimal à partir duquel l'agence juge approprié d'investir dans les instruments d'une dette souveraine. Elle se situe en outre à un seul niveau au-dessus de la note la plus basse attribuée au Liban en janvier 2008 («CCC+»).

Parallèlement, l'agence Moody's a mis en garde en mai dernier contre un éventuel abaissement de la note sur la dette souveraine; l'agence avait confirmé la note B1 du pays, dégradant toutefois les perspectives à «négatives». Moody's avait qualifié de «très élevée» la vulnérabilité du pays au risque politique- à l'instar de celle d'autres pays comme la Bosnie-Herzégovine- en raison de l'environnement politique interne et régional instable.

Hors agences de notation, le magazine Euromoney plaçait récemment le Liban au 95ème rang parmi 184 pays dans son classement relatif au risque souverain. Le pays occupait le 82ème rang deux ans auparavant, perdant ainsi 13 rangs au classement mondial. L'étude du magazine Euromoney évalue le risque individuel de chaque pays en prenant en compte six indicateurs, dont les risques politiques qui pèsent à hauteur de 30% du résultat final.

Enfin, dans son dernier rapport, Business Monitor International (BMI) classait le Liban à la 112ème place sur 159 pays dans le monde en termes de risques et à la 12ème position parmi 20 économies arabes. Le Liban a obtenu un score de 46,3 points, contre une moyenne mondiale de 54,8 points et une moyenne arabe de 48,8 points. Le pays du Cèdre est en outre arrivé au 150ème rang parmi 176 pays en ce qui concerne l'environnement politique à court terme.

Standard & Poor's abaisse la note de trois banques libanaises

L'agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P) a revu à la baisse début novembre la notation du crédit à long terme des trois banques libanaises Bank Audi, BankMed, et Blom Bank, la faisant passer de B à B-, avec une perspective «négative».

S&P avait précédemment dégradé à B- la dette souveraine du Liban sur le long et court terme, et conservé la perspective «négative».

«Malgré la diversification régionale des trois banques (...), elles demeurent exposées à leur environnement opérationnel local, notamment à la dette souveraine», relève S&P dans son communiqué. «S&P pourrait encore revoir à la baisse la note des trois banques si la situation économique et politique se détériore davantage au point de porter atteinte à la croissance des dépôts ou aux flux de capitaux vers les banques», ajoute l'agence de notation.

En effet, cette baisse ne découle ni d'un changement au niveau de la solvabilité ni d'un recul de la capitalisation des trois établissements concernés mais de leur exposition à une dette souveraine de plus en plus croissante dans un contexte politique précaire.

Depuis janvier 2010, le Liban jouissait de la note «B» tandis que les perspectives se dégradaient, passant de positives à «stables» en 2011 puis à "négatives" en 2012.

La meilleure note attribuée par S&P au Liban remonte à janvier 1997, lorsque la dette publique s'élevait à moins de 15 milliards de dollars; le pays bénéficiait d'une notation «BB», soit trois crans de plus qu'aujourd'hui.

ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊTS SUR LES DÉPÔTS ET LES CRÉDITS DEPUIS SEPTEMBRE 2012

	Taux moyen sur les dépôts en LL	Taux moyen sur les dépôts en $	Taux moyen sur les prêts en LL	Taux moyen sur les prêts en $
Sep-13	**5,37**	**2,91**	**7,36**	**6,95**
Aug-13	5,47	2,91	7,24	7,16
Jul-13	5,43	2,89	7,13	7,02
Jun-13	5,39	2,86	7,87	6,97
May-13	5,49	2,9	7,35	6,97
Apr-13	5,43	2,97	7,27	6,9
Mar-13	5,44	2,97	7,28	6,95
Feb-13	5,46	2,94	7,47	7,05
Jan-13	5,43	2,88	7,32	6,98
Dec-12	5,41	2,86	7,07	6,87
Nov-12	5,38	2,85	7,11	7,09
Oct-12	5,43	2,87	7,31	7,15
Sep-12	**5,43**	**2,83**	**7,3**	**7,16**

Source: Banque du Liban (BDL).

Tous ces exemples dénotent une faible élasticité des taux d'intérêts face aux changements exogènes. Cela serait partiellement dû à une structure financière assez hermétique; le système local est en effet moins dépendant des flux et des marchés de capitaux que des dépôts. Plus de 80% du financement des banques locales provient des dépôts et non des marchés internationaux tandis qu'une majeure partie de la dette est détenue par les banques commerciales. Cela réduit l'exposition des banques aux fluctuations de coût, induits généralement par les révisions de la note souveraine ou de celle attribuée aux établissements de crédit.

En d'autres termes, les taux d'intérêts ainsi que la capacité d'endettement sont davantage dictés par la demande et l'offre pour les dépôts locaux, qui bénéficient encore de niveaux de rémunération relativement élevés comparé à d'autres pays et continuent ainsi d'attirer des investisseurs. En dépit de la crise actuelle, les dépôts ont en effet enregistré cette année une croissance de plus de 8% jusqu'à fin août, pour atteindre quelque 131 milliards de dollars (soit plus de 300% du PIB) prouvant une fois de plus l'attrait particulier pour ce type de placement. Le Liban contraste à ce niveau avec d'autres économies émergentes. En Turquie, par exemple, la récente crise monétaire a été en partie provoquée par la fuite des capitaux sous l'effet de la fin prévisible des injections massives de liquidités pratiquées par la Réserve fédérale américaine pour soutenir la croissance aux États-Unis ainsi que de la récession en Europe. Cela a accentué la pression sur la monnaie locale et impliqué une intervention agressive des autorités monétaires turques à hauteur de plusieurs milliards de dollars pour soutenir la livre turque qui a fini par se déprécier de près de 10% face au billet vert, tandis que les taux d'intérêt ont augmenté sous l'effet des turbulences et de la politique de resserrement monétaire. Au Liban, les vagues d'attentats et de tensions politiques ont eu raison, à leur pic, de l'afflux des capitaux étrangers, sans que cela n'affecte le système financier et la stabilité monétaire. Cela a été rendu possible par l'augmentation constante des dépôts, aussi bien en devises qu'en livres, ce qui a conforté les réserves de la Banque centrale et favorisé la poursuite de la tendance baissière des taux d'intérêts.

En somme, la hausse du risque souverain au Liban ne peut engendrer une pression sur les taux d'intérêt que dans une faible mesure, en raison de cette structure financière particulière alimentée par cette forme d'autofinancement bancaire et de demande soutenue pour les dépôts.

Les taux d'intérêt devront ainsi se maintenir au même niveau tant que les banques continueront d'attirer des dépôts. En revanche, un des éléments qui pourrait provoquer une hausse des taux bancaires serait un accroissement supplémentaire du déficit budgétaire. Celui-ci a déjà atteint près de 4 milliards de dollars l'an dernier– un pic historique– et s'est creusé de 76% sur les huit premiers mois de l'année en cours. Cela inciterait les banques, qui détiennent plus de 50% de la dette locale, à refléter la hausse du risque qu'elles assument dans le prix des instruments auxquels elles souscrivent, ce qui engendrerait une pression à la hausse sur les taux du marché.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

SPÉCIAL CRISE DE LA ZONE EURO

Après avoir confronté les avis de plusieurs spécialistes sur la conjoncture économique libanaise, nous tenterons dans cette nouvelle tribune de vous faire part des regards croisés d'économistes, d'analystes et de politologues de divers bords sur la fameuse «crise de la zone euro». Ces intervenants tenteront de vous éclairer sur la nature de la crise mondiale qui a secoué les pays les plus avancés et analyseront les causes, les contagions et les enjeux d'avenir.

Jihad Azour: L'Europe n'est plus la première source de préoccupation du FMI

Pour l'ancien ministre des Finances, l'économie mondiale sort progressivement d'une des plus graves crises de son histoire, et se trouve à un tournant clé. Quant à l'Europe, Jihad Azour estime que si une majorité de pays européens sont encore en convalescence et peinent à retrouver une croissance soutenable, la crise de l'euro est néanmoins en voie de résolution. L'économiste s'inquiète cependant de l'avenir financier de certains pays émergents.

LA SITUATION ACTUELLE DE L'EUROPE ET DE L'EURO SUITE À LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE DE 2008

Actuellement, l'économie mondiale entame un deuxième tournant important après la crise financière internationale de fin 2008. En effet, ces cinq dernières années, l'économie a été témoin de nombreux bouleversements et changements. D'une part, la manifestation de cette crise mondiale s'est faite par étapes et la partie la plus pénible, à mon sens, fut la crise de l'euro. Par ailleurs, les légers frémissements récents montrent que cette crise de l'euro est en voie de résolution. On remarque également, côté européen, que des pays tels que la Grèce, l'Espagne, le Portugal, qui ont été autrefois l'épicentre de cette crise, commencent à s'en sortir à des degrés différents. Au cas par cas, on peut dire que l'Espagne connaît une bonne reprise. Quant à la Grèce, malgré la nécessité de faire encore face à des reformes structurelles, elle a déjà repris le chemin du rétablissement progressif. Ce que l'on peut en tout cas affirmer c'est que lors des réunions annuelles du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, l'Europe n'est plus le sujet dominant ni la première source de préoccupation des grands argentiers du monde. Ceci dit, l'Europe a encore besoin de faire quelques ajustements structurels. Les craintes que la reprise économique ne soit pas assez robuste pour pouvoir enclencher une croissance forte et créer des emplois est encore là. Le problème majeur de l'Europe est aussi la perte d'emplois qui s'est opérée suite à la crise de l'euro et les ajustements qui ont été mis en place par les différents pays notamment en Grèce et en Espagne en conséquence. On peut alors affirmer que l'Europe est sortie d'une phase critique et qu'elle est dans une phase de convalescence, une période qui pourrait être longue et qui risque d'avoir un coût social assez important.

SITUATION MONDIALE ET VISION D'AVENIR

Or nous sortons d'une crise, et il y a actuellement un repositionnement des forces économiques au niveau mondial avec des pays émergents qui se sont affirmés comme une puissance économique de poids, en particulier la Chine. En effet, la Chine semble s'engager de plus en plus dans une économie de marché en se taillant une part importante du commerce international. Toutefois, la crainte actuelle viendrait d'un éventuel retour de balancier pour pays émergents, si les taux d'intérêts venaient à augmenter rapidement. En effet, avec la réduction progressive de tous les programmes de supports que les Banques centrales ont mis en place, il y a de fortes craintes quant à une sortie de capitaux de ces pays-là. C'est une des questions qui préoccupe actuellement la communauté internationale. Et la question sous-jacente serait: Quels sont les pays émergents qui en souffriraient le plus et en premier? Plusieurs noms de pays circulent dont l'Inde, la Turquie et l'Argentine, et cela constitue une préoccupation réelle quant à la santé financière de ces pays. De plus, le coût de financement vu les faibles taux d'intérêts rend l'argent et le financement facile et donc il y a toujours un retour de balancier quand les taux d'intérêts repartent à la hausse.

Quant à l'économie américaine, elle se porte bien malgré le bras de fer qui oppose le président Obama au Congrès sur la question du plafonnement de la dette et du financement du déficit budgétaire.

Au niveau de la finance mondiale, beaucoup d'efforts ont été mis en place pour améliorer les ratios de solvabilité des banques et réduire les risques. Actuellement, nous entendons des voix de la part de la communauté bancaire qui affirment que le taux du capital pour financer des activités est tellement fort que cela risquerait de ralentir la croissance économique mondiale. À ce niveau, il y un débat pour savoir si on infléchit ou non ces contraintes.

En conséquence, on peut dire aussi que les banques de taille mondiale se repositionnent à cause de ces coûts du capital devenus trop élevés rendant ainsi celles-ci plus sélectives. Ce qui permet aussi l'ouverture à de nouveaux acteurs (shadow banking), tels que les Hedge Fund qui trouvent leur place et qui n'ont pas les mêmes contraintes que les banques au niveau règlementaire.

Quant à la région du Moyen-Orient, nous observons qu'elle est empêtrée dans une instabilité qui a prédominé après le printemps arabe, et surtout avec une situation de croissance

à deux vitesses: d'une part, nous avons les pays du Golfe qui profitent de cette conjoncture et de la bonne performance du prix du pétrole et des matières premières- les autres pays non pétroliers vivent des difficultés. Des pays tels que l'Égypte, la Tunisie et la Libye sont en transition, d'autres sont en conflit, comme la Syrie, et d'autres encore comme la Jordanie et le Liban vivent les répercussions de ces troubles-là.

Dans les années à venir, je pense qu'il y aura beaucoup de va-et-viens quant au rôle de la réserve fédérale qui aura un impact très important sur l'économie mondiale. Un malaise qui s'exprime de plus en plus par les argentiers du monde qui craignent qu'une crise interne aux États-Unis puisse bousculer l'équilibre financier mondial. Je pense en effet que les débats des prochaines années vont beaucoup porter notamment sur les politiques monétaires, le rôle des monnaies de réserves et des banques centrales. Et beaucoup d'experts se demandent si on peut continuer à utiliser l'arme monétaire comme seul moyen pour régler les problèmes économiques.

Au niveau de l'économie réelle, je ne pense pas qu'il y aura un retour en arrière vers une politique de protectionnisme au niveau du commerce mondial, ceci dit je ne vois pas non plus d'avancées au niveau des négociations, dont le Doha Round que je ne vois pas reprendre.

Au niveau des gisements de croissance, l'Afrique émerge et les pays d'Europe de l'Est connaissent un ralentissement sévère, porté par les difficultés que connait la zone Euro. La tension dans les années à venir va être spécifique au cas par cas selon les différents pays et les solutions aussi.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Shady Karam: La crise est due à un problème de productivité

Ce qui est fâcheux, pour Shadi A. Karam, banquier d'affaires et ancien président de banques et de sociétés, c'est que l'on n'ait rien appris de la crise, ou pas voulu apprendre. Le Conseiller économique et financier du Président de la République, Michel Sleiman et vice-président de la Chambre de Commerce Internationale au Liban déplore que les politiques correctives qui ont été appliquées soient d'ordre essentiellement monétaire et ne s'attaquent pas aux causes fondamentales.

Quels sont, à votre avis, les origines de la crise financière dans le monde?

Au-delà des manifestations financières, certes graves, il y a des problèmes fondamentaux qui tiennent plus aux réalités économiques réelles qu'au fait que des banques ont vendu par centaines de milliards de dollars du papier basé sur des actifs «pourris».

Il y a aussi, au départ, l'interrelation de plus en plus étroite des marchés, donc des économies et, par voie de conséquence, des institutions. C'est ce que l'on a convenu d'appeler «la mondialisation», qui est à la base du phénomène de contagion.

Tout commence par les déséquilibres chroniques aux États-Unis qui sont un pays qui vit à crédit. Les individus, les familles, les compagnies et l'État, tout le monde dépense l'argent des autres, que ce soit celui des banques ou des chinois! Cela veut dire que l'on ne produit plus assez.

Il en va de même, quoique dans une moindre mesure, pour les pays européens, sauf l'Allemagne bien sûr qui est restée à un niveau de productivité élevé probablement dû au côté industrieux, rigoureux, discipliné et travailleur des allemands eux-mêmes. C'est ce qui lui a permis, d'ailleurs, non seulement d'éviter la crise en préservant une croissance positive et des niveaux de chômage relativement bas, mais aussi de sauver, il est vrai à contre-cœur, les Grecs, les Espagnols, les Italiens, les Irlandais, etc. Ceux-là mêmes qui ont financé les exportations nets de l'Allemagne avec de l'argent partiellement emprunté... aux allemands! C'est ce qui rend d'ailleurs, l'apparente suprématie allemande illusoire lorsqu'elle est analysée dans le contexte européen global.

Ce qui est fâcheux, c'est que l'on n'ait rien appris de la crise (laquelle, au demeurant, est loin d'être finie alors qu'une autre est en préparation), ou pas voulu apprendre... Les politiques correctives qui ont été appliquées, sont d'ordre essentiellement monétaire et ne s'attaquent pas aux causes fondamentales. Les solutions monétaires rendent les banques profitables et les banquiers plus riches mais elles font peu pour l'économie réelle. Les politiciens ont favorisé l'impression de bank-notes massivement injectées dans les marchés financiers et ont évité les choix difficiles qui auraient consisté à faire des réformes structurelles dans les économies pour améliorer la compétitivité. L'absence de croissance en est une preuve patente ainsi que la difficulté à éponger les déficits publics malgré les politiques d'austérité, lesquelles sont particulièrement nocives sur le plan social et pas assez efficaces pour rectifier les déséquilibres fondamentaux. En conclusion, l'on a traité le problème par le biais monétaire et fiscal et complètement négligé le biais économique qui est pourtant au cœur du problème. En définitive, force est de reconnaître que la crise est due à un problème de productivité.

La crise européenne semble durer, particulièrement dans la zone euro. Quelles sont les causes profondes de ces difficultés?

C'est un peu les mêmes raisons avec en prime une construction européenne bâclée dès l'origine.

Plusieurs pays européens ont foncé tête baissée dans l'Union sans reconnaître les conséquences pour le marché du travail chez eux. Au lieu de faire les réformes que la participation exigeait ils ont fait la fête! Et quelle fête! La «boum» du siècle! C'est «La Cigale et la Fourmi» à l'échelle de la région. Un «découplement» des salaires et de la productivité a fortement affecté la compétitivité, sauf en Allemagne, et a engagé de nombreux pays dans un cycle dont il est difficile de se dépêtrer tant qu'ils seront coincés par la monnaie unique qui exclut toute sortie par une dévaluation compétitive.

L'unique solution, tant que les salaires resteront fixes en Allemagne et que l'euro restera fort, c'est malheureusement la baisse des salaires dans les pays de la périphérie.

En résumé, plus les pays européens qui souffrent de déficits au niveau des comptes courants réussiront à accroître leur compétitivité, mieux ils arriveront à corriger les déséquilibres fiscaux et commerciaux.

Le plus regrettable dans tout cela c'est que les actes constitutifs de la monnaie unique contenaient les recettes, notamment au niveau du principe de convergence des paramètres macro-économiques, mais ils ont été ignorés au profit des impératifs politiques. Au départ, Mitterrand et Kohl voulaient à tout prix ancrer l'Allemagne réunifiée dans l'Europe de peur que des tentations de conquête ne refassent surface dans une Allemagne surpuissante. Par la suite, il importait d'accrocher les pays de l'Est sortis de l'Union soviétique par la brèche du mur de Berlin. Entre les deux, l'Europe du sud se devait d'être engagée dans le processus car elle constitue un marché pour les produits des pays du nord et parce qu'elle représente un apport en puissance, certains pays étant déjà à l'époque membre de l'OTAN. Ce sont toutes là d'excellentes raisons à condition qu'elles ne fassent pas fi de la compatibilité des taux de croissance, de chômage, des déficits budgétaires par rapport au PIB, des taux d'intérêt et du niveau des dettes publics.

Vous avez dit plus tôt qu'il y avait une autre crise en préparation. A quoi pensez-vous?

Il est évident que l'on ne peut pas injecter impunément autant de liquidités dans les marchés pendant aussi longtemps. Une méga inflation nous pend au nez dont les répercussions seront très douloureuses en égard à la baisse des salaires intervenue entretemps pour corriger les effets de la crise. D'aucuns diront que cela est une hérésie compte tenu de la forte baisse du prix de l'or qui est, en général, une protection contre l'inflation. Mon avis est que la baisse de l'or est une affaire cyclique et qu'elle n'est qu'un essoufflement après avoir quasiment doublé depuis 2007. Ce qu'il faut suivre, puisqu'il faut rester dans l'économie réelle, ce sont les prix des matières premières et les taux d'intérêts à long-terme.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Noël de l'espoir, envers et contre tout!

ECONEWS a sondé pour vous certains présidents des associations de commerçants par région

Marilyne Jallad

L'année 2013 ne sera regrettée par aucun commerçant libanais. Bien au contraire, tous espèrent qu'elle emportera avec elle son lot de désagréments, notamment la crise économique sans précédent qui s'abat de plein fouet sur le pays. Or malgré des jours économiques, touristiques, politiques et sécuritaires incertains, le secteur privé libanais ne se résigne pas et se met au diapason de Noël pour croire encore à des lendemains ensoleillés de croissance!

Les présidents des différentes associations de commerçants interrogés estiment que l'économie est en dessous du seuil du zéro et certains affirment ne même plus avoir de quoi payer les loyers de leurs magasins. Malgré cet état de fait, les présidents des associations de commerçants veulent continuer à véhiculer l'espoir, et estiment qu'il ne faut pas baisser les bras. Ils espèrent néanmoins une reprise de l'activité commerciale et de la croissance au plus vite. Ces derniers ont également tenu à saluer le travail entrepris par Mohamed Choucair et Nicolas Chammas, le président de l'ABL, et par les organismes économiques qui militent en faveur du secteur privé libanais.

Achrafieh et le centre-ville de Beyrouth (Solidere) tout comme les années précédentes mettent les bouchées doubles pour voir les enfants sourire et rêver en cette période de Noël. Et ce, en dépit d'une situation économique dramatique, d'une instabilité grandissante sur le plan politique et de l'augmentation du nombre de réfugiés sur le sol libanais... À l'heure d'aller à l'imprimerie, Solidere, n'avait pas encore finalisé, leur programme de festivités pour Noël!

ACHRAFIEH L'INSOUMISE ET HAMRA LA MYTHIQUE SCINTILLENT DE TOUS LEURS FEUX POUR LES FÊTES DE NOËL!

Que ce soit pour Antoine Eid, le président de l'Association des commerçants d'Achrafieh, Youmna Gemayel de la Fondation Bachir Gemayel ou encore pour Maya Ghajar, la directrice du département Visual marketing en charge des décorations de l'ABC, aussi difficile que soit la situation économique qui frappe le pays et ses commerçants, la symbolique de paix et de joie de Noël est primordiale. C'est pourquoi les décorations cette année sont encore plus somptueuses que l'année dernière notamment à l'ABC. Antoine Eid indique que depuis le 22 novembre de cette année commémorant le 70ème anniversaire d'indépendance du pays, tout le quartier d'Achrafieh est décoré et illuminé. «Cette année nous avons importé toutes les décorations qui se trouvent à Sassine, à la Sagesse, à Sodeco ou encore à Tabaris. Elles sont toutes illuminées et ornées de sapins». Pour des raisons sécuritaires et météorologiques, le président de l'Association des commerçants d'Achrafieh a aussi affirmé que cette année les avenues et rues ne sont pas illuminées comme les années précédentes. «Vous pouvez voir deux tailles de sapin de Noël, entre 1,5m et 5 mètres et d'autres de près de 20 mètres, et bien entendu la traditionnelle crèche géante de la place Sassine», ajoute-t-il. Cela n'empêche pas Antoine Eid de considérer la situation économique très préoccupante mais il précise «que nous allons continuer coûte que coûte, comme nous l'avons toujours fait. Nous espérons néanmoins une relance prochaine de l'économie». Il précise également que cette manifestation annuelle est possible grâce au soutien financier de la municipalité de Beyrouth, de grandes entreprises et des banques.

L'ABC festive!

Parmi les autres personnes interrogées, Zuhair Itani, président de l'Association des commerçants de Hamra, affirme que «malgré une situation économique sans précédent, des touristes absents, une dépression des commerçants qui ne peuvent plus pour certains payer leurs loyers, nous avons aussi fêté Halloween, le drapeau libanais a orné la rue Hamra et ce jusqu'au 15 janvier 2014 en symbolique de la fête de l'indépendance. «Jusqu'à la mi-janvier, la rue Hamra restera illuminée ainsi que ses commerces», ajoute Zuhair Itani assurant que «l'Association des commerçants de Hamra ne souhaite que la paix et la sécurité pour travailler».

La région d'Achrafieh, qui pourrait faire figure d'insoumise qui ne baisse ni le regard ni la voix, a aussi la Fondation Bachir Gemayel qui pense aux enfants et qui continue envers et contre tout à véhiculer l'espoir, la joie et la paix en cette période de fête de Noël. Comme elle a l'habitude de le faire depuis de nombreuses années, la Fondation proposera tout genre d'activités comme l'installation du «Santa's Park» dans les jardins Saint-Nicolas avec une superbe maison du père Noël que les enfants pourront visiter pour aller à la rencontre de cet illustre personnage qui n'a pas fini de les faire rêver. Aussi au programme, des jeux, une brocante et autres activités qui feront le bonheur des plus petits.

> « LES PRÉSIDENTS DES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS VEULENT CONTINUER À VÉHICULER L'ESPOIR, ET ESTIMENT QU'IL NE FAUT PAS BAISSER LES BRAS »

Mais comme le précise Youmna Gemayel, «cette année les jeunes pourront jouer, se retrouver, et rencontrer le père Noël pendant deux jours, au lieu de dix comme l'année dernière». En effet, elle précise que «faute de budget et de sponsors en raison de la crise économique sévère, c'est la Fondation qui a elle-même financé les festivités». «La Fondation Bachir Gemayel milite continuellement depuis 1982 en faveur du Liban et de son peuple et nous continuons à croire en ce pays», ajoute-t-elle, indiquant que «le manque de financement n'empêche pas la symbolique de paix et d'amour de Noël de garder tout son sens». «Noël, ce n'est pas du marketing, c'est avant tout un rassemblement familial et chrétien, une occasion de se retrouver et de partager ensemble des valeurs essentielles et surtout de transmettre l'amour de son prochain», poursuit-elle.

L'ABC, UNE DESTINATION MAGIQUE

Direction à présent le Mall de l'ABC qui scintille de mille lumières pour enchanter le regard des 7 à 77 ans, et cela fait chaud au cœur. «Malgré la situation économique qui frappe et touche toutes les parties du monde et de notre petit pays, tous les secteurs et toutes les entreprises, l'objectif de l'ABC a toujours été et demeure le même: dessiner un sourire sur les visages des gens et répandre de la joie dans leurs cœurs», assure Maya Ghajar, à la tête du département Marketing Visuel de l'ABC. Selon elle, «Noël, l'événement le plus heureux de l'année, ne doit jamais manquer à l'ABC et ne doit pas être compromis car les gens attendent impatiemment nos décorations annuelles pour se détendre et amuser leurs enfants». Un défi énorme que relève annuellement le département Marketing visuel de l'ABC qui travaille depuis le printemps dernier pour trouver des idées innovantes et enchanteresses. «C'est un travail d'équipe qui a permis l'exécution de ce projet pour faire de l'ABC une destination magique», insiste-t-elle. «Et même si, précise-t-elle, l'ABC importe certains objets décoratifs de l'étranger pour mieux compléter ses concepts, presque toutes les décorations sont une production locale «made in Lebanon»». Car le talent ne manque pas chez nos artisans et créateurs... «Cette année encore, comme

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

vous pouvez le constater, l'ambiance de joie de Noël est symbolisée dans nos décorations», poursuit-t-elle. Carrousels, rollers, caravanes, poupées, sans oublier les montgolfières qui flottent dans le ciel du Mall, colorent les allées de l'ABC. «Rien n'est plus précieux que voir le sourire de nos enfants et des mains qui essayent de toucher le rêve».

ABATTEMENT DES COMMERÇANTS DE ZALKA, MAR ELIAS, BOURG HAMMOUD ET JBEIL

Philippe Samarani, président de l'Association des commerçants de Zalka et Amaret Chalhoub, est plus qu'inquiet par la situation économique et commerciale qu'il décrit comme équivalente au néant. «La situation des commerçants cette année est à zéro, le commerçant fait faillite, il n'y a pas un chat dans le Souk de Zalka, je suis dans la rue, il n'y a même pas une femme qui passe. Tous ceux qu'on voit, ce sont des réfugiés et des mendiants», s'exclame-t-il, désespéré. «Encore une fois cette année, c'est la municipalité de la région de Zalka qui prend en charge les décorations de Noël, lumières et sapins, que nous ne pouvons plus assumer financièrement depuis quelques années déjà». «L'an dernier, c'était à la limite du supportable mais le bilan de 2013 est terrible, nous avons l'impression d'être dans une rue et région en guerre, c'est presque un couvre-feu!», ajoute-t-il. «Je ne sais pas jusqu'à quand les commerçants peuvent durer avec cette situation», s'alarme Philippe Samarani. Il déplore également que les autorités parlent de reconstruire un pont pour remplacer celui de la Jal El Dib, détruit il y a deux ans. «Ce sont des promesses mensongères faites par le gouvernement», lance-t-il. «En conséquence, nous avons perdu 20% de notre clientèle marchande», assure le président de l'Association des commerçants.

> JOYEUX NOËL À TOUS MALGRÉ TOUT! ESPOIR DE RELANCE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE PLUS QUE JAMAIS DÉSIRÉ POUR 2014!

De son côté, Adnan Fakhani, président de l'Association des commerçants de Mar Elias indique que «le Liban n'avait pas connu une situation économique aussi déplorable depuis 50 ans». «Il n'y a pas de symbolique de fête dans les décorations cette année dans le Souk de Mar Elias mais nous essayons de garder un espace pour la joie, surtout pour les enfants», affirme-t-il. «Grâce au support de certaines banques, les deux fêtes annuelles dédiées aux enfants ont eu lieu le 22 décembre, celle de Disney et celle de Noël», poursuit Adnan Fakhani. Ce dernier raconte que depuis 1974, et même en 1982 lors de l'invasion de Beyrouth par les Israéliens, l'Association des commerçants de Mar Elias ne s'est jamais arrêtée de décorer et de fêter toutes les communautés libanaises, de Noël en passant par l'Adha.

Même son de cloche du côté de Fawzi Saliba, président de l'Association des commerçants de Jbeil. «La situation économique ne fait qu'empirer, les touristes des pays du Golfe sont absents, la marchandise est la même que l'année dernière dans les magasins à l'exception du secteur vestimentaire qui reste «up to date», déclare-t-il. Jbeil, son site historique magnifique, son port majestueux, s'en sort quand même au niveau restauration, seule note qu'il juge positive. Quant aux décorations de Noël, Fawzi Saliba précise que c'est la municipalité de Jbeil qui s'en charge depuis quelques années déjà avec un support bancaire. La municipalité a prévu d'orner l'entrée de la ville et ses ruelles de sapins.

La rue Mar Elias....illuminée!

Enfin, Paul Ayanian, président de l'Association des commerçants de Bourg Hammoud, indique que faute de budget une fois encore, «les décorations de Noël, les mêmes depuis l'année dernière, sont prises par la municipalité». Puis il s'est arrêté longuement sur tous les éléments qui donnent une image négative du Liban à l'étranger. «Un ami ambassadeur me dit souvent que les talk-show télévisés libanais donnent une image dramatique du Liban à l'étranger, car ces émissions accueillent des invités dont les propos et le comportement desservent le Liban et ne donnent plus envie de s'y rendre». Selon lui, pour que la croissance revienne il faut surtout sécuriser le citoyen et les touristes. «Les citoyens doivent se sentir en sécurité, protégés comme à l'époque ou Elias Murr était ministre de l'Intérieur; il y avait des rondes de sécurité, des gardiens devant les municipalités, jour et nuit, la ville était surveillée, souligne-t-il déplorant le vide sécuritaire actuel et les nombreuses taxes que la municipalité doit verser sans rien recevoir à ce niveau en particulier en retour de la part du gouvernement». Pour Paul Ayanian, «ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas de travail au Liban, il y a des gens qui ne savent pas travailler et qui n'ont pas envie de travailler. Car un travail et une croissance ne viennent pas seuls en se prélassant dans son magasin à attendre les clients». Selon ce dernier, «il faut que le commerçant s'active, voyage, reste à la une des dernières tendances internationales, fasse du marketing et innove au lieu d'attendre que par magie un client franchisse le seuil de la porte de son enseigne». «Car le client actuel s'envole comme un oiseau dès que quelque-chose lui déplaît», conclut-il.

Joyeux Noël à tous malgré tout! Espoir de relance économique et commerciale plus que jamais désiré pour 2014!

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le GEMM, un programme de la Fondation européenne pour la formation

Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement professionnel, les pays méditerranéens, dont le Liban, s'engagent à travailler en étroite coopération avec la Fondation européenne pour la formation sur le nouveau projet de Gouvernance pour l'employabilité en Méditerranée (GEMM). Quels sont les objectifs de ce programme, et où en est le Liban?

Le GEMM est un projet qui vise à améliorer la qualité et la pertinence des systèmes d'enseignement et de formation professionnels dans la région méditerranéenne en contribuant au renforcement des capacités des acteurs, au niveau national et local. GEMM, ou Gouvernance pour l'employabilité des jeunes dans la Méditerranée, est un projet régional financé par l'Union européenne et mis en place par la Fondation européenne pour la formation (ETF). Cette agence créée par l'Union européenne, et basée à Turin en Italie, est active depuis 1994. Elle vise à contribuer au développement des systèmes d'éducation et de formation de ses pays partenaires européens. Dotée d'un budget annuel de 18 millions d'euros, elle a pour mission d'aider les pays en développement et en phase de transition à exploiter le potentiel de leurs ressources humaines par le biais de réformes dans les secteurs de l'éducation, de la formation et de l'emploi, dans le cadre de la politique de relations extérieures de l'UE.

> « LE GEMM EST UN PROJET QUI VISE À AMÉLIORER LA QUALITÉ ET LA PERTINENCE DES SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELS DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE »

OBJECTIFS DU GEMM

Le GEMM a pour objectif principal les capacités des acteurs gouvernementaux et des organisations d'employeurs et de salariés au niveau national pour travailler en partenariat afin d'accroître la pertinence et la qualité des systèmes de formation professionnelle. Cela se fait à travers une approche de l'apprentissage des politiques qui comprennent la cartographie et l'analyse de la gouvernance dans la région, ciblant des visites d'étude, des conférences régionales annuelles, des ateliers nationaux, etc. Également au programme, le renforcement des capacités au niveau local/territorial pour à la fois (i) améliorer l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes, et (ii) accroître la capacité et les compétences des prestataires de formation et autres acteurs de développement des compétences pour mieux répondre aux besoins locaux du marché du travail. Cela se traduit par la mise en œuvre de projets pilotes novateurs dont les résultats et les expériences seront largement diffusés parmi les acteurs locaux, territoriaux, nationaux et régionaux.

AU NIVEAU LIBANAIS, OÙ EN SOMMES-NOUS?

À ce sujet, une réunion a récemment eu lieu au Liban, au Conseil économique et social au centre-ville de Beyrouth. Elle a rassemblé des représentants de l'ETF et certains actifs au sein des ministères libanais de l'Éducation et du Travail ainsi que des experts internationaux pour analyser ensemble l'état des lieux des travaux déjà effectués dans le cadre du programme GEMM au Liban. Ce dernier développe notamment les partenariats-publics privés (PPP). Cette réunion a ainsi pu opposer constructivement les avis des fonctionnaires du secteur public aux actifs du programme qui viennent du secteur privé. Ces derniers ont débattu autour de la lenteur du système gouvernemental libanais quant à la mise en place de certains éléments du programme. Du côté de l'État libanais, on s'est défendu de cela en justifiant une situation économique, politique et sécuritaire qui entrave les choses.

En marge de cette réunion, Sobhi Abi-Chahine, le conseiller du ministre libanais de l'Éducation pour la formation professionnelle, confie à ECONEWS que «les problèmes rencontrés par le système éducatif libanais restent nombreux mais que la bonne volonté est présente, notamment au sein du ministère de l'Éducation». «La responsabilité, quant au retard en matière de bonne gouvernance au Liban, ne peut pas être imputée seulement au ministère libanais de l'Éducation, ajoute-t-il, il faut tenir compte des situations politique et économique très difficiles que traverse le pays et qui empêche de faire de grandes avancées dans le programme du GEMM».

Présente aussi lors de cette rencontre, Denise Dahrouj, chargée des relations internationales au sein du ministère libanais du Travail affirme «qu'un Comité ministériel présidé par le ministre libanais de l'Éducation rassemble tous les représentants de tous les ministères concernés par ce programme ainsi que des acteurs du secteur privé».

ACCEPTER L'ALTERNANCE POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

«Une bonne gouvernance nécessite un partage des tâches et surtout une connexion des ressources humaines. Un bon leadership a pour objectif d'atteindre un but commun très bien défini, estime pour sa part le professeur Ahmad Abdul Karim Smaili, Doyen des services de soutien scolaires de l'Université de Sharjah dans les Émirats arabes unis. Selon lui, «un pays comme le Liban doit avoir des dirigeants qui acceptent l'alternance». Ahmad Abdul Karim Smaili insiste enfin sur la nécessité de bâtir une interdépendance et une confiance qui permettent aux hommes politiques de penser global pour mieux avancer.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Sabina Nari: Le Liban participe activement aux activités mises en œuvre par le GEMM

En charge du département des Opérations au sein de l'ETF, Sabina Nari affirme que le Liban est le premier pays à avoir présenté les résultats de la cartographie de la gouvernance de la formation professionnelle. Selon elle, le pays du Cèdre est aussi très avancé dans l'identification des projets pilotes.

Le projet GEMM concerne-t-il uniquement l'enseignement technique?

Oui, le projet met l'accent sur le secteur de la formation technique et professionnelle. Cependant, l'idée est de décrire et d'analyser l'interaction entre les différents acteurs dans le système de formation professionnelle, leur degré d'implication et leur rôle dans les phases de planification mises en œuvre. L'idée est de comprendre comment la gouvernance du système de formation professionnelle peut être améliorée, devenir plus efficace et participative pour répondre efficacement aux besoins du marché du travail. Une importante composante du projet GEMM porte sur le renforcement des capacités des acteurs de la formation professionnelle à travailler ensemble en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité de la FP.

Trois projets ont été présentés par le Comité de suivi du projet GEMM. L'un d'eux sera implanté durant les deux prochaines années. Quel suivi prévoyez-vous?

Les projets pilotes sont un moyen concret d'appliquer des modèles de partenariat dans la formation professionnelle pour améliorer sa qualité et la rendre plus efficace et pertinente. L'idée est d'expérimenter des modèles de bonne gouvernance au niveau territorial ou local (ex. centre de formation) et de tirer les enseignements nécessaires qui pourraient alimenter une réflexion nationale pour l'expansion ou la généralisation de ces bonnes pratiques. Ceci dit, certaines actions pilotes peuvent être développées en collaboration avec d'autres initiatives nouvelles ou en cours de mise en œuvre (comme par exemple d'autres projets financés par d'autres institutions, bailleurs de fonds ou intégrés dans des initiatives existantes au niveau national).

Nous étions sous l'impression que l'ETF était chargé de faciliter l'adoption d'un Small Business Act au Liban. Est-ce qu'il y aurait d'autres projets en chantier ou d'autres formes d'assistance?

> “LE LIBAN A PARTICIPÉ ACTIVEMENT À TOUTES LES ACTIVITÉS QUI ONT ÉTÉ MISES EN ŒUVRE DANS LE PROJET JUSQU'À MAINTENANT.”

Oui, le Liban a accepté de prendre part à l'évaluation des politiques et pratiques dans le domaine de l'entreprenariat et du développement des petites et moyennes entreprises. Cette évaluation régulière (qui devrait être réalisée tous les deux ans) est coordonnée par la Commission européenne, et en 2013 elle a été menée par l'ETF et l'OCDE. Le rapport pays et le rapport de synthèse seront disponibles en 2014. L'objectif est d'informer les pays sur les points d'amélioration afin de créer un environnement propice au développement de l'esprit d'entreprenariat et de création et développement des petites et moyennes entreprises.

Quels sont les autres pays du Sud engagés dans ce programme? Est-ce que le travail fait au Liban est au niveau souhaité?

Les pays bénéficiaires du projet GEMM sont tous les pays de la Méditerranée du Sud et de l'Est (Maghreb et Mashrek). Le Liban a participé activement à toutes les activités qui ont été mises en œuvre dans le projet jusqu'à maintenant. En particulier, le Liban est le premier pays qui a présenté les résultats de la cartographie de la gouvernance de la formation professionnelle et l'un des premiers très avancé dans l'identification des projets pilotes. Cela a été possible grâce à l'engagement et au travail du Comité national de GEMM et en particulier à son coordinateur.

L'activité de l'ETF s'étend-t-elle à l'entreprise, et à d'autres secteurs de formation?

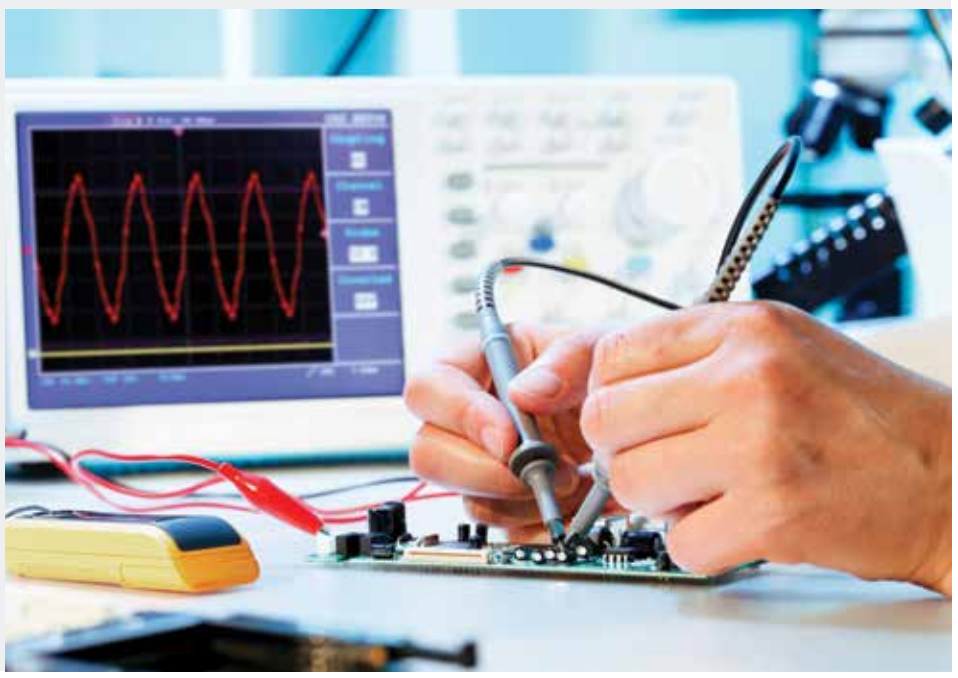
L'ETF travaille en collaboration avec ses pays partenaires sur les reformes et la modernisation des politiques et des systèmes d'enseignement et de formation pour une offre plus pertinente pour le marché du travail dans la perspective d'un apprentissage tout au long de la vie. L'ETF travaille donc sur trois thèmes: la formation professionnelle et technique, le marché du travail et l'emploi, l'entreprenariat. La reforme et l'amélioration des systèmes de FP ne peuvent se faire sans les premiers bénéficiaires, à savoir les entreprises. Pour de plus amples informations, vous pouvez également visiter notre site web: www.etf.europa.eu

N'y a t-il pas un risque de double emploi avec le Centre de formation qui relève de l'OIT et qui se trouve aussi à Turin?

Non, les activités sont complémentaires et nous avons une coopération consolidée. Par exemple, au Liban nous travaillons avec l'office régional de Beyrouth de l'OIT sur un projet sur l'entreprenariat et nous coopérons également dans le projet GEMM.

Quelle est votre expérience au sein d'autres administrations publiques du Sud. Comment classez-vous le Liban parmi les neuf pays où vous avez mis en place le programme GEMM?

Les défis en matière de gouvernance des systèmes dans le sud de la Méditerranée sont très similaires, comme décrit dans le rapport régional du processus de Turin (une analyse régulière du système de formation professionnelle). Bien que différents dans leurs approches et leur développement, les systèmes de FP sont en général assez centralisés et il y a une participation limitée du secteur privé dans l'identification des besoins en compétences, et dans la planification et la gestion de la formation professionnelle et technique. Le Liban est à cet égard similaire à d'autres pays de la région, mais le Liban a des spécificités telles qu'un GDP élevé, comparativement à d'autres pays de la région, une culture entrepreneuriale très élevée et un taux de chômage relativement plus bas. Le rapport du processus de Turin au Liban analyse le contexte et la performance du système de FP au Liban et propose des actions pour son amélioration y compris en termes de gouvernance.



ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

E-Gov, documents officiels en ligne

Que vous soyez un citoyen libanais résident ou émigré, un étudiant, un homme d'affaires ou encore un étranger. Que vous vouliez obtenir une formalité administrative ou une autre information essentielle, tous ces services sont maintenant accessibles sur le site web mis en place par le bureau du ministère sortant pour la Réforme administrative. Et si vous souhaitez payer vos impôts en lignes, le portail électronique du ministère des Finances vous attend.

Si vous désirez échanger le numéro de votre passeport pour obtenir un visa d'entrée, annuler un visa ou le renouveler, transférer une caution pour votre employé de maison... tout cela est désormais possible en vous rendant sur le site www.dawlati.gov.lb, dans la section consacrée aux formalités avec service en ligne.

LE GOUVERNEMENT LIBANAIS SE DOTE D'UN PORTAIL POUR LES FORMALITÉS EN LIGNE

En effet, le bureau du ministre sortant d'État pour la Réforme administrative a lancé le 10 septembre dernier son portail électronique, lors d'une cérémonie au Grand Sérail, sous le haut patronage du Premier ministre Nagib Mikati, et en présence notamment du ministre d'État pour la Réforme administrative Mohammad Fneich. D'autres ministres sortants étaient présents lors de ce lancement ainsi que le directeur général de la Sûreté générale Abbas Ibrahim, et un grand nombre de hauts fonctionnaires occupant des postes de responsabilité au sein de l'administration publique.

Le but principal de la création du Site Dawlati (mon gouvernement) est de faciliter les démarches administratives des citoyens. Et surtout, dans un pays comme le Liban où l'on passe la moitié de sa journée dans les embouteillages, d'éviter de nombreux déplacements.

Voici les documents pouvant être délivrés par le site: la copie d'acte de naissance, l'attestation de départ délivrée par la Sûreté générale, l'inscription d'un mariage ou d'un divorce, etc. À ce portail, s'ajoute une application mobile dont la vocation est de permettre le suivi en temps réel du déroulé des procédures engagées. Elle donne aussi accès aux informations de la plateforme électronique.

Autre point positif pour le citoyen, la mise en réseau des informations des diverses administrations de l'État. Cette initiative vise à renforcer la transparence des démarches et devrait permettre d'accroître le rendement de l'administration publique. Le développement de la gestion des ressources humaines et surtout l'amélioration de l'efficacité des services et la consolidation de la relation entre l'administration et les citoyens, des points non négligeables qui entrent aussi en compte.

> AUTRE POINT POSITIF POUR LE CITOYEN, LA MISE EN RÉSEAU DES INFORMATIONS DES DIVERSES ADMINISTRATIONS DE L'ÉTAT

Ce projet est le fruit d'une stratégie datant de 2002, renouvelée en 2008, mais qui n'a été approuvée officiellement par le gouvernement qu'en 2011 lorsqu'une décision du Conseil des ministres a officiellement chargé OMSAR et son unité dédiée au gouvernement électronique, de mettre en place un centre de traitement de données et un portail électronique. La première administration à adopter le système est la Sûreté générale, dont les services sont où seront accessibles sur le portail dans les prochains jours. Elle sera suivie par le ministère de l'Agriculture et le ministère des Affaires étrangères.

Selon un article paru dans *Le Commerce du Levant* le 17 septembre dernier, «pour le moment on peut avoir accès, sur dawlati.gov.lb à certains formulaires ainsi qu'à des informations sur le processus administratif mais pas aux services électroniques, qui suivront d'ici peu. Un délai qui s'explique par la nécessité d'attendre un décret du Conseil des ministres obligeant toutes les administrations à adopter le système de gouvernement électronique», explique un responsable interrogé dans les colonnes du mensuel.

Ce site est indépendant de celui du ministère des Finances qui a lancé de son côté une procédure de déclaration d'impôts en ligne.

LE MINISTRE DES FINANCES ANNONCE LE LANCEMENT DU SERVICE DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DES TAXES

Quant au ministre sortant des Finances, Mohammad Safadi, il a annoncé le 4 septembre dernier, lors d'une conférence de presse, le lancement du service de paiement électronique des taxes (e-payment), premier en son genre au Liban.

Le ministre avait expliqué que le paiement des taxes en ligne pouvait se faire par carte de crédit ou par transfert bancaire. Il avait ensuite ajouté que le paiement en ligne fait partie d'un panier de services électroniques proposés par le ministère des Finances. «Cette mesure sans précédent met le Liban sur la voie de la modernisation, permet d'économiser le temps et contribue à la transparence», avait-il déclaré.

CIRCULAIRE DU PREMIER MINISTRE EXHORTANT LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À PUBLIER LES PROJETS DE LOIS SUR LEURS SITES OFFICIELS

Rappelons aussi que le Premier ministre sortant Nagib Mikati avait publié, en date du 25/8/2012, la circulaire n°21/2012, exhortant toutes les administrations et les institutions publiques à appliquer la décision du Conseil des ministres n°22 du 25 juillet 2012, en vertu de laquelle il est devenu impératif de publier les projets de lois et les politiques adoptées sur leurs sites officiels dans un délai d'au moins 15 jours. Cette publication devrait prendre en compte une procédure claire permettant à tous les utilisateurs (civils, académiques, médias, entités juridiques ou autres) de partager leurs opinions et suggestions concernant ces projets avant leur approbation finale, via une adresse électronique attribuée par la partie concernée.

Il semblerait que l'administration libanaise soit enfin prête à se moderniser et à adapter ses méthodes de travail aux standards internationaux et cela ne risque pas de déplaire aux citoyens.

Pour davantage d'informations:

www.dawlati.gov.lb

Et: www.finance.gov.lb

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

7ème Semaine Méditerranéenne des Leaders Économiques

Pendant que le Liban politique et économique souffre, l'Association des Chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME) signe quatre accords de protocole à Barcelone pour une relance économique et commerciale du pays du Cèdre.

La Semaine Méditerranéenne des Leaders Économiques est l'un des événements économiques majeurs de la région méditerranéenne. Rassemblant des hommes et des femmes d'affaires, des représentants d'organismes internationaux et d'agences multilatérales, elle constitue une plate-forme unique, propice à l'échange d'expériences et à la réflexion. Elle a pour objectif principal de défendre et de consolider l'intégration et la coopération euro-méditerranéenne comme étant les moteurs du développement social et économique de la région.

L'objectif de cette septième édition qui s'est déroulée du 20 au 22 novembre 2013 à Barcelone était d'aborder des questions cruciales pour la région méditerranéenne. À savoir, l'intégration régionale, la gestion des villes méditerranéennes, la place des femmes entrepreneurs dans la région ou bien les opportunités des finances islamiques par le biais de différents forums.

OBJECTIFS DES ENTITÉS AVEC LESQUELLES L'ASCAME A CONCLU DES ACCORDS

Quatre accords de collaboration (MoU) entre l'ASCAME et les entités suivantes ont été signés: AFAEMME, UNIMED, FEMOZA et MEDCITÉS. Ces accords ont été signés suite à la session d'inauguration de la Semaine Méditerranéenne, lors de la réunion du comité exécutif de l'ASCAME. À noter que l'association conclut des accords de deux ans qui ne sont pas automatiquement renouvelables.

• Premier accord de protocole et d'échange conclu par l'ASCAME avec l'Association des organisations de femmes entrepreneures de la Méditerranée (AFAEMME):

L´Association des organisations des femmes d´affaires méditerranéenne (AFAEMME) est une fédération de femmes d´affaires rassemblant 41 organisations membres de 22 pays méditerranéens, notamment le Liban. AFAEMME est un coordonnateur de projets en matière d´équité, d´affaires et de réseaux au niveau du pourtour méditerranéen. Les missions principales d´AFAEMME sont de promouvoir la parité dans le monde professionnel, d´améliorer la situation socio-économique des femmes en éliminant les discriminations de genre, de promouvoir les relations entre les différentes femmes d´affaires de la région méditerranéenne, de faciliter l´accès aux femmes à la prise de décision dans le monde économique et de ce fait promouvoir l´entreprenariat féminin, d´exercer une influence sur les décisions publiques à travers des évènements, des campagnes et des lobbies pour ainsi contribuer au développement de la condition féminine. L'accord signé entre les deux parties prévoit notamment le renforcement et l'échange en faveur du développement des femmes entrepreneurs dans la région méditerranéenne, et ce à travers l'organisation de conférences et de colloques, l'échange d'informations et l'implémentation de projets communs.

• Deuxième accord conclu avec l'Union des Universités Méditerranéennes (UNIMEDA):

Grâce à son réseau des universités membres, les pays riverains de la Méditerranée, UNIMED vise à promouvoir la recherche dans les domaines de la conservation et la valorisation du patrimoine culturel, de l'environnement, la santé, l'économie et les nouvelles technologies de communication, de faire des propositions sur la dimension politique et économique des relations entre l'Union européenne et ses pays partenaires méditerranéens, pour mettre les résultats de ces travaux à l'attention des institutions publiques et privées et à veiller à ce que ces résultats atteignent le plus large public possible.

Parmi les objectifs de ce protocole d'entente avec l'ASCAME, on peut notamment distinguer une coopération dans le domaine des centres de recherche universitaires et d'employabilité au niveau universitaire,

visant notamment à une meilleure compréhension des enjeux socio- économiques de la région à apporter un appui au partenariat euro-méditerranéen. L'article 2 stipule notamment l'engagement de l'ASCAME et de l'UNIMED pour le travail de recherche, pour la réception des stagiaires dans les entreprises locales et pour la réalisation d'études spécifiques. Aussi au programme, le renforcement de la collaboration entre les parties doit également s'engager à favoriser les initiatives du secteur privé dans la région méditerranéenne afin d'établir une croissance économique stable, durable et à long terme.

• Troisième accord conclu avec la Fédération Mondiale des Zones Franches (FEMOZA):

En reconnaissance de l'importance des zones de libre-échange qui sont les principales forces motrices pour le développement de la région méditerranéenne, et donc de l'intérêt de ses économies et populations, un accord a été signé avec la Fédération mondiale des zones franches (FEMOZA), établie à Genève, en Suisse, depuis 1999. La FEMOZA agit comme une organisation non gouvernementale (ONG) dont le principal objectif est de promouvoir le libre accès des zones économiques spéciales dans le monde, notamment dans les pays émergents et les économies en transition.

La FEMOZA et l'ASCAME se sont engagés à travers cet accord à établir et renforcer les liens entre leurs organisations et leurs membres en concentrant leur attention sur l'amélioration des flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) dans la région méditerranéenne par les zones franches.

Parmi les objectifs prévus par les différents articles, les parties s'engagent aussi notamment à coopérer en vue de contribuer à la création d'un réseau efficace et durable entre les zones franches de la Méditerranée, et de promouvoir ces zones franches pour les investisseurs du monde entier. Une des activités prévues permettra le lancement du Forum de la Méditerranée pour les zones de libre-échange, dont la première édition aura lieu prochainement.

• Quatrième accord conclu avec le Réseau des villes méditerranéennes côtières (MEDCITÉS) (MEDCITY):

C'est un réseau des villes côtières méditerranéennes créé à l'initiative du programme d'assistance technique environnementale méditerranéen (METAP). Le METAP, dont l'objectif est l'amélioration de l'environnement et le développement urbain durable dans la région méditerranéenne, a été créé en 1990 par la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la Commission européenne et le PNUD (Programme des Nations Unies).

Le présent protocole d'accord a été établi dans le cadre des initiatives prises par MEDCITIES et l'ASCAME dans le but d'établir un cadre de coopération qui contribuera à la capacité des administrations locales de la région méditerranéenne dans le développement urbain durable et à habiliter les municipalités dans les pays en développement, principalement dans les pays méditerranéens, à encourager un développement économique durable intelligent dans le bassin méditerranée.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon on the Map with H.E UK Ambassador, Mr.Tom Fletcher

H.E. British Ambassador to Lebanon Mr. Tom Fletcher

Making headlines around the world: Lebanon's capital ranked 20th in the world's best cities according to Condé Nast Traveller's 2013 Readers' Choice Awards. Beirut also ranked first among the five featured cities of the Middle East, surpassing Jerusalem, which ranked second for its cultural attractions, markets, and history.

At the first ever held British Business Awards on November 7th, 2013, the UK Trade and Investment team at the British embassy organized an event that recognizes the contribution of Lebanese businessmen to the success of bilateral trade relations. The rewards were allotted in the following five categories:

• Largest importer from Great Britain in 2012

• Largest retailer of British products in Lebanon, supporting stability

• Oldest representative of the Jaguar brand worldwide

• Sale of the 100th Princess boat in the Middle East in 2012

• Representative of the largest variety of premium British products in Lebanon

His Excellency the UK Ambassador to Lebanon Mr. Tom Fletcher hosted the event saying «it was a positive news story in the midst of all the negativity said about Lebanon in the media». The Ambassador added that trade has doubled between Lebanon and Britain stressing that the country is hugely talented, resilient and resourceful.

Two years ago, upon assuming his position as Ambassador, the UK Prime Minister David Cameron told him his mission was to double trade between the two countries, a task he thought was daunting at that time until he met the Lebanese business «trail-blazers». The recipients of the awards included Khalil Fattal, Mohamed Ghaddar and Wissam Trad. They have constantly managed, according to Fletcher, to come up with business solutions despite an ailing economy. The British Business Awards were created to recognize these achievements.

Fletcher noted that despite the regional turmoil, events such as the British Business Awards are a means of turning things around to create confidence in the market and attract investors, highlighting that Lebanon has growth rates that the world would envy.

How can you explain that despite the turmoil next door, Beirut made it to the top 25 cities in the world? Where does its appeal lie?

TF: Lebanon has always been one of history's greatest trading nations and a talisman for the region. I think this is part of the enduring appeal of Beirut –a hub for ideas, people and trade between East and West.

You work on different projects to promote the city and the country. Would you tell us more about this and how you are bringing people together to stand united for Lebanon?

TF: Last week we held the British Business Awards 2013 in which we honoured individuals and companies who are helping us to double trade between our two countries. The event showcased not only the finest business innovations in Lebanon, but also the incredible talent and resilience of Lebanon's entrepreneurs. In the past year we have opened a British brand every month in Lebanon. British companies are at the heart of Beirut's retail boom: the likes of M&S, Ted Baker, Virgin Radio, John Lobb and many others have come to Lebanon in 2013. We are proud to help these global brands to generate confidence here, and create jobs back in the UK.

We also support projects that help bring people together in their diversity. Through the UK's Arab Partnership programme, we are supporting education reform with the Ministry of Education and Lebanese organisation Adyan. Pupils will, for the first time, be taught in all schools that Lebanon's diversity is not a reason for division and weakness, but for unity and strength.

From right to Left: Jaguar Director Mr. Wissam Trad, Chehab Marine CEO Mr. Chehab Marin, Khalil Fattal & Sons President Mr. Khalil Fattal, Minister of Economy and Trade Mr. Nicolas Nahas, UK Ambassador to Lebanon Mr. Tom Fletcher and Ghaddar Machinery Chairman Mr. Mohamed S. Ghaddar

As a diplomat living in Beirut, you can provide a foreign perspective on how Lebanon is viewed. Can you tell us more about that?

TF: From the Cedars to Byblos to Martyrs' Square to Saida ruins, to the castle in Tyre, there is so much to explore about this country's history and culture. Lebanon is an extraordinary, talented, resilient, promising, diverse, beautiful, bewildering and enchanting place. It has always combined the challenge of insecurity with the dynamism of a country on the cross of continents. What we need to focus on are the opportunities that lie ahead, and not just the challenges.

Going into 2014, everyone has wishes and resolutions - what message would you convey to the citizens of Lebanon?

TF: I have said it before and I say it again: The key in 2014, as in the past, is that no side can dominate – or else, all will lose. Lebanon needs fewer outsiders telling what to do. I hope that all sides stop the political game, and prioritise Lebanon's interest. To the Lebanese I say: Your persistence, resilience and courage have taken you this far, so start working on what really unites Lebanon, not what divides it.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Inspirational Women Series presents… May El Khalil

Youmna Naufal

Edinburgh, Scotland June 2013 - "Peace making is not a sprint, it is more of a marathon" … These were the final words in a TEDx's talk where May El Khalil shared her touching story with the world.

Born May Fakih and raised in the small Lebanese town of Aley, she met and married Faisal El Khalil, the chairman of Pepsi Co in Nigeria. She moved to Africa where she picked up on the different cultures she was exposed to. "Nigeria, she says, is a mixture of very rich and very poor people and that experience brought me close to life and reality. I founded the Lebanese Ladies Society there as a token of gratitude to the Nigerians. I felt that we, Lebanese women, had an obligation to support our working husbands and reward the community that was hosting us." It was in that African country that she also found her love for sports and its great benefits not only to the body, but to the mind and soul as well. She began giving aerobic classes and soon became fit enough to enjoy running long distances.

Wishing to connect her four children to their roots, she decided to return to Lebanon in 1999. After 23 years spent abroad, she came back to what she describes a broken country. Being the positive person she is, she immediately got involved in different activities while continuing to run. She was extremely disciplined, waking up at 5:00 O'clock in the morning on a daily basis to run on the seaside Corniche in Beirut.

On the 17th of November 2001, May El Khalil woke up to a very stormy morning as she was training for the Dubai marathon. "I could have stayed home, she says, but being who I am, I did not want to let the rain stop me from running. We were running on a track but eventually deviated and ended up on the highway. It seemed unsafe at the moment, but I ignored the signs, and ran on the highway with the traffic. I was hit by a bus, and ended up pressed between the vehicle and the sidewalk."

After undergoing 36 surgeries, and spending two years in a hospital, she did not know whether or not she would ever walk again. Although she knew she could never run again, she felt there was a reason to give others hope and see them run. "I woke up from a coma and remember whispering to my husband during my most critical moment, that I wanted to organize a marathon in Lebanon."

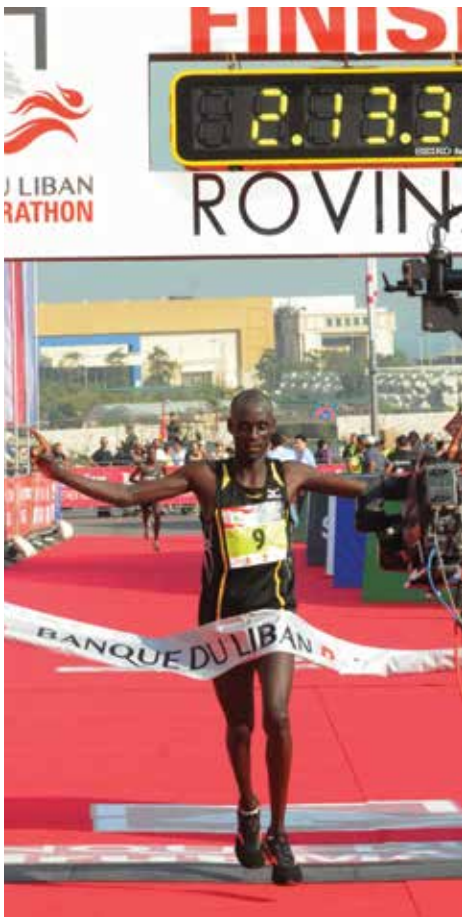
The first Beirut Marathon was held on October 19th, 2003. May El Khalil had started walking again, and 6000 runners hit the ground at the start line. This year 36,000 people ran. "How do you introduce a concept of running to a nation constantly threatened by civil war? she asks and says: "when you walk the talk and build your vision on transparency, people react positively. The 36,000 people who showed up this year to run believed in the cause of a united spirit."

"Things happen for a reason," May El Khalil continues… "and perhaps the idea would not have come about with such intensity had I not gone through the accident. I was on a mission to get better and bring people together. Lebanon is a fragmented, complex place to be. However, when one is honest, people listen."

This year also marked the first ever held All Women Race for Empowerment on May 26th, 2013, a one of its kind event in the Middle East that included the first lady as well.

"The Beirut marathon is now one of the largest events in the Middle East; it is a platform for hope and cooperation in an ever fragile and unstable part of the world. From Boston to Beirut we stand as one."

Her TEDx Talk touched millions. She opened that talk by saying that running can change the world and on one day in Lebanon, the whole country will come together and transcend gender, religion and politics. Her story is an inspiration for all ages.



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

EU projects

Kazakhstan-Lebanon: Twenty Years of Cooperation

Twenty years ago, on April 20, 1993, diplomatic relations between the Republic of Kazakhstan and the Republic of Lebanon were originally established.

Lebanon was one of the first foreign states that opened its Embassy in Almaty after Kazakhstan gained its independence. On September 6, 1994, the Lebanese Ambassador, Asef Nasser, presented his credentials to President Nursultan Nazarbayev. Later, in March 2009, Mr. Vazken Kavlakyan was appointed as the new and still-present Ambassador of Lebanon to Kazakhstan.

Initially, key to development of bilateral relations was the dynamic and friendly Lebanese business community. In September 1997, aiming at establishing bilateral trade, economic relations and better acquaintance with investment conditions, a Kazakhstan delegation visited the Lebanese Industrialists Association and representatives of «Al-Mabani», and held talks in various venues, such as the Ministries of Economy and Trade, Agriculture, and the Investment Development Authority of Lebanon, the Chamber of Commerce and Industry of the Republic of Kazakhstan, as well as the Municipality of Astana.

In June 1998, a delegation of Lebanese businessmen visited Kazakhstan. Negotiations were held with officials of various institutions, including the State Committee for Investments, the Ministries of Industry and Trade, Transport and Communications, Agriculture, and the National Oil and Gas Company (NOGC) «KazakhOil», the National Agency for Development of Small and Medium Enterprises and the Union of Industrialists and Entrepreneurs of Kazakhstan. During these meetings, discussions about the possibility of establishing business relations with the Kazakh organizations and businesses took place.

Owing to arrangements reached during the visit, Kazakh-Lebanese relations are now at the level of a close and trusting partnership.

A further step to strengthen our presence in this country was the appointment, in June 2002, of a well-known Lebanese businessman, Youssef Kanaan, who was awarded the title of Honorary Consul of the Republic of Kazakhstan in Lebanon.

The Diplomatic Mission of the Republic of Kazakhstan in Beirut has been functioning since June 2003. Before that date, the issues of Kazakh-Lebanese cooperation were supervised by Non-Resident Ambassadors of the Republic of Kazakhstan - from Cairo, Mr. Bolathan Tayzhan, Mr. Askar Musin and Mr. Baghdad Amreyev.

From the very beginning, our two countries have had extremely close cooperation on important international issues and in multilateral diplomacy as well.

n this context, President Nursultan Nazarbayev received the late Prime Minister Rafik Hariri during an official visit to Kazakhstan from 25 to 28 August, 2003. The extremely cordial visit was succesful and talks were held with the Chairman of the Majilis of the Parliament, the Prime Minister and the Minister of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan.

During these meetings, both parties discussed the prospects of bilateral cooperation pertaining to various fields, particularly, the issues of establishing inter-parliamentary relations, and also

enhancing trade and economic relations by bringing Lebanese investment to Kazakhstan.

At the end of the visit, the Prime Ministers of the two countries signed a Memorandum of Understanding between the Republic of Kazakhstan and the Republic of Lebanon. This document officially expressed the intention of both parties to develop bilateral political relations and cooperation in social, economic, cultural and humanitarian spheres. The Declaration also envisaged the creation of a joint Lebanese-Kazakh Intergovernmental Commission on trade-economic, scientific-technical and cultural-humanitarian cooperation, and, last but not least, expansion of cooperation in the field of education through the exchange of students and teachers in higher education. In brief, the visit was an important event which completely reinforced ongoing dynamics in the development of bilateral relations.

In June 2004, a parliamentary delegation from Kazakhstan visited Lebanon. During the visit, the Head of the Kazakh delegation met with the Lebanese President, Mr. Emile Lahoud, the Prime Minister of Lebanon, Mr. Rafik Hariri, the Speaker of Parliament, Mr. Nabih Berri, and the Minister of Foreign Affairs and Emigration, Mr. Jean Obeid.

President Emile Lahoud confirmed the interest and readiness of Lebanon to develop full-scale cooperation with Kazakhstan and expressed his gratitude to Kazakhstan for their continued support to the rights of the Lebanese people, especially with regard to their claims for the liberation of their territories. Kazakhstan has been, and will always be, in complete solidarity with the Lebanese leadership, striving to ensure the sovereignty, territorial integrity and independence of the Lebanese State based on the Constitution and National Dialogue with the participation and also by taking into account the interests of all Lebanese political parties, movements and groups.

During a meeting with the Speaker of Parliament, Mr. Nabih Berri, representatives from both parties briefed each other on the activities of the parliaments of the two countries, the mechanisms of their formation and functioning, as well as ways and forms of interaction with the presidential and executive power.

In April 2010, the Prime Minister of Kazakhstan Mr. Karim Massimov arrived to Lebanon on an official visit and held talks with the President of Lebanon, General Michel Sleiman, the Prime Minister of Lebanon, Mr. Saad al-Hariri, and other high ranking officials. During the talks, both sides discussed issues on how to further encourage a wide range of cooperation in political, trade and economic spheres. «We invite Lebanon to partake in the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia (CICA), created on the initiative of the President of Kazakhstan», stated the Prime Minister of Kazakhstan during a meeting with the President of the Lebanese Republic.

At the end of his official visit, both parties held bilateral talks in an expanded format, which resulted in a Memorandum of Mutual Political Consultations between the Ministries of Foreign Affairs of Kazakhstan and Lebanon.

In May 2012, in conformity with the Decree of the President of Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, I was appointed Non-Resident Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Kazakhstan to Lebanon.

During the period of time extending from July 12 to 17 2012, several meetings between The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) and The Chamber of Commerce & Industry of the Republic of Kazakhstan (CCI RK) took place in Beirut and were intended to further enhance relations between both entities and promote economic cooperation and optimize trade relations between Kazakh and Lebanese companies. Both Chambers agreed to encourage, promote and facilitate effective cooperation in the areas of trade, investment, technology transfer and related economic and industrial activities, by establishing effective communication between member companies of the two organizations, with particular reference and emphasis on the private sector. As a result, the President of the Chamber of Commerce & Industry of the Republic of Kazakhstan (CCI RK), Mr. Yessimbekov Sabr and the Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML), Mr. Mohamed Choucair, signed the Memorandum of Understanding.

In order to strengthen cultural ties between the two countries, a Kazakh cultural delegation headed by the President of Kurmangazy Kazakh National conservatory, People's Artist of the Republic of Kazakhstan, Mrs. Zhania Aubakirova, performed a gala concert on December 8, 2012, in Lebanon. This event not only gave the Lebanese audience a deeper understanding of the modern culture of Asia, but also a unique opportunity to learn about the world outlook of the continent and the conception and the philosophy of the people of Kazakhstan.

Since 2012, Lebanon has become one of the most active supporters of the international initiatives of Kazakhstan. Among them it was an ever-supportive and welcoming Lebanon that voted for the candidacy of our country to host the international exhibition EXPO-2017 in Astana. Also recently, by the end of August 2012, during the international conference, «From Nuclear Test Ban - A World Free of Nuclear Weapons», Kazakhstan hosted a large Lebanese delegation headed by the prominent MP Mr. Samer Saade.

Rendering full support to the initiative of President Nursultan Nazarbayev on the topic of Food Security of the Organization of Islamic Cooperation, Lebanon supported the candidacy of Kazakhstan for membership of the Commission on Human Rights of the UN Security Council for the years 2013-2015. Lebanon also assured Kazakhstan it would support its membership candidacy to the UN Security Council for the years 2017-2018.

Twenty years of diplomatic relations have yielded concrete results to enhance trade, economic and investment cooperation. In the Kazakhstan market, a number of Lebanese companies are successfully doing business. The company «CCC» has contributed to the development of Astana, participated in the construction of the symbol of the capital – Baiterek, and also City Park. Moreover, it is noteworthy that we are proud of having in Kazakhstan JSC 'Kazakhstan Kagazy', which is the largest domestic manufacturer of packaging products, a leading logistics operator and an esteemed developer of industry in Kazakhstan, as well as a multidisciplinary engineering company 'Dar Al-Handasah', covering all economic fields. We are grateful and aware of the important role played by companies such as LLP 'Azadea Kazakhstan', 'Paladin' and 'Ruby Rose'. Kazakhstan today can rightly be considered as one of the most promising partners of Lebanon in Central Asia.

This year is no less a landmark in bilateral relations between our two countries. The scheduled visit, which was extended upon the invitation of the Majilis (the lower chamber of Kazakh Parliament), to the former Lebanese Prime Minister, the leader of the parliamentary faction of political bloc «Mustaqbal», Mr. Fouad Siniora, to Kazakhstan will confirm that fact. In addition, in November of this year, the Deputy Foreign Minister, Mr. Kairat Sarybai, is expected to visit Beirut for political consultations between the foreign ministries of the two countries. The Embassy of the Republic of Kazakhstan will hold a reception to mark the Independence Day in the Republic of Kazakhstan and the twentieth anniversary of the establishment of diplomatic relations between Kazakhstan and Lebanon. This event will be especially notable for the appearance of a cultural team of the Kazakh National Academy of Arts named after T. Zhurgenov.

2013 was a rich year in bilateral meetings with top leaders and high-ranking officials of the country held during my visits to Beirut. In particular, I was kindly received by the President, General Michel Sleiman, the Prime Minister, Mr. Najib Mikati, the Speaker of Parliament, Mr. Nabih Berri and the Minister of Foreign Affairs and Emigration, Mr. Adnan Mansour, the Minister of Energy and Water Resources, Mr. Gebran Bassil, and the Minister of Justice, Mr. Shakib Kartbaui. All meetings, which discussed issues of mutual interest to both parties, proved undeniably worthwhile and mutually respectful.

In conclusion, I would say that in this short historical period of relations between Kazakhstan and Lebanon, we have made significant progress. This is not the limit of our success and achievement, as the potential partnership between Kazakhstan and Lebanon is great. I hope that the near future will continue to make unstinted use of provisions for the implementation of full cooperation with this interesting and unique country.

Bulat SARSENBAYEV

Extraordinary and Plenipotentiary Ambassador of The Republic of Kazakhstan to the Hashemite Kingdom of Jordan and Extraordinary and Plenipotentiary Non-Resident Ambassador of the Republic of Kazakhstan. The Republic of Lebanon

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

DSME and private sector involvement in TVET

Within the framework of the Lebanese-German Program "Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development" (DSME) implemented by GTZ, Mr. Said GEDEON, Deputy General Manager at the Chamber of Zahle and Bekaa was invited to participate, along with Ms. Sonia Fontaine, DSME project Manager, to the "Private Sector Involvement in TVET Meeting on Donor Cooperation in Southern Mediterranean Region" which took place in Turin – Italy on 21 and 22 October 2013, organized by the European Training Foundation (ETF).

The purpose of this Meeting was to go into more depth on the opportunities and incentives for private sector involvement in TVET, and to share experience developed by international donors' projects so as to further improve coordination of actions in the future.

Participants were representing the EU Commission, GTZ, British Council, Federal Institute for Vocational Education and Training, Belgian Technical Cooperation, European Investment Bank, ILO, IFC, World Bank, SIDA,, ETF.

The event objectives represented an opportunity:

• to share lessons learned from implementation of programmes and activities as a source of policy inspiration;

• to share knowledge and expertise in the area of private sector engagement;

• to discuss approaches towards the informal sector; as well as

• to identify opportunities for further cooperation.

During the meeting, a joint presentation followed by a Q&A session was given by Ms. Fontaine and Mr. Gedeon addressing the Lebanese experience of the private sector engagement in TVET and the different activities which have been implemented by the DSME program during the past years.

The main outcomes were the followings:

• A shared understanding of challenges and possible solutions towards engaging the private sector in human capital development;

• An enhanced awareness of similarities and differences among measures advocated by specific donors to address the same policy challenges;

• An enhanced cooperation, in particular cooperation for partnership among donors in specific actions;

Young Entrepreneurs gathered for Gew Event at SouthBic

Global Entrepreneurship Week (GEW), the international initiative that introduces entrepreneurship to young people in six continents took place in Lebanon this year. South Business Innovation Center and DPNA took part in it on the 23rd of November, with an extensive schedule covering multiple areas of advantageous interest to young entrepreneurs, workshop and meetings with ecosystems networkers and exhibitors.

Dr. Youssef El Khalil, Director at the Central Bank, Lecturer at the American University of Beirut, and President of ADR (Association d'Aide au Développment Rural au Sud du Liban) compared the supportive environment for entrepreneurship in developed countries to Arab entrepreneurial programs. He focused on entrepreneurship and the gaps and challenges entrepreneurs face in Lebanon. He also mentioned the NGOs that are helping to overpass those gaps in Lebanon such as SouthBIC and ADR.

Fadi Nasreddine, from Al-Majmou'a, spoke about micro financing programs supporting micro enterprises, and the different loans given within this scheme. Moreover, two borrowers referenced about their path, from being employed to self-employment.

Elissa Chammaa, from DPNA, introduced and explained LinkedIn, and presented many features of this social hub allowing employers to find employees and students seeking jobs to connect with those employers.

Andraos Bacha explained how entrepreneurship must twist innovative ideas into successful endeavors. He began by explaining the importance of innovation in entrepreneurship and the importance of innovating, and the originalities it grants. Subsequent to these statements, Mr. Bacha discussed also the multiple types of nnovation through examples. He argued the innovation process, and supported its structures and concluded by talking about SouthBIC's mission, which contributes to the overall economic and social development of the South region through the implementation of support services to entrepreneurs, start-ups in addition to delivery of tailored services to existing SMEs aimed at modernizing and innovating them.

Four entrepreneurs also shared their stories and their road to success through sharing the foundational process of their work that started from scratch: Mr. Yehya Jouneh, Roumin's head of municipality and owner of multiple firms in Lebanon and nationwide, shared his entrepreneurial story of success that has begun since his school years. He pinpointed the importance of education and experience being the only way for young entrepreneurs in growing, advancing and achieving their goals. Mr. Ali Abdallah, previously incubated within SouthBIC, also shared his experience in the entrepreneurial field, but also his self-advancement in becoming one of the major players in the sector of paper tissue production machinery. Additionally, two junior entrepreneurs spoke about their endeavors that they never gave up upon until they turned their vision into reality. As for Ahmad Shamseddine, he talked about the tile rubber company idea that he had once in college. On the other hand, Ramez Tawil described how he began as a Sales Associate and later became an agent in a solar system company.

In fine, many potential entrepreneurs attended this tremendous event without hesitation, they all found themselves fit for networking; additionally, all of them checked for the workshops and the exhibitions, which resulted in successful and beneficial gathering for all the attendees, and particularly for the young entrepreneurs.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Opportunities in Bulgaria

In 2012, the Lebanese marketing company "Pragma group" conducted a survey among 500 Lebanese businessmen in relation to their general knowledge on Bulgaria and their willingness to invest in our country. The results showed that 92% of the people knew about Bulgaria, and 21 % have visited the country. From the people willing to invest abroad, 58% were positive about investing in Bulgaria.

WHY BULGARIA?

Bulgaria is one of the most macroeconomic stable and predictable countries in the EU. We are the only country in the EU with a credit rating upgrade by Moody's for the period 2010-2012. Bulgaria has the lowest government debt in the European Union (18.9 % of GDP) and one of the lowest budget deficits (-0.5%) as of 2012. Bulgaria's currency is fixed to the Euro since 1997 under a currency Board, hence there are no currency fluctuations. Our country benefits from the advantage of being the Eastern gate to Europe. As such, its location ensures access and contributes to shorter delivery process and lower transportation costs for the following markets: South-East Europe – a 122 million inhabitants, high growth market; EU– zero tariff access to a 500 mln inhabitants market; CIS, Middle East and North Africa. Another key advantage is the access to our core raw materials: salt, sand, clay, limestone, kaolin etc.

"IN 2011 BULGARIA WAS VISITED BY 3837 LEBANESE TOURISTS, AND IN 2012 THE NUMBER FURTHER INCREASED BY 33%"

BUSINESS AND INVESTMENT CONDITIONS

Bulgaria achieved a vast improvement in terms of ease of starting a business, leaping from 81st position out of 183 countries in the 2009 Doing Business report, to 58th in the 2013 report. Among the investment advantages of Bulgaria are:

• The lowest tax rates in the EU / 10% corporate tax; 10% personal income tax; 5% dividend tax etc.

• High competitive labor costs /650 $ average gross monthly salary/.

• Competitive price for office rentals / 17 Euros per sq. m. the average monthly prime office rent in Sofia/ with 30% vacant office space in Sofia.

• Over 60 agreements on mutual protection and promotion of foreign investments.

• Access to EU funds / for the program period 2014-2020, Bulgaria will have access to EU funding amounting to more than 10,5 billion $ of EU funds/.

Bulgarian government, with the European support, provides advantageous conditions for doing business through various incentives for foreign investors. In 2012 the National sector strategy for attracting foreign investments was launched. It focused on 8 priority sectors: electronics and electrical engineering; IT; outsourcing; chemical industry; transport and machine industry; transport and logistics; food processing and agriculture; healthcare and medical tourism.

MAIN ECONOMIC SECTORS

IT sector in Bulgaria is one of the most developed. A recent study by "Pando Networks" shows that Bulgaria ranks third in the world in terms of fastest internet connection (1,611 Kbps download speed). We hold 3rd place in Europe and 10th position worldwide regarding the absolute number of certified ICT professionals.

Electrical Engineering and Electronics Sector is producing a wide range of items; from world class batteries for yachts to high performance transformers for the needs of the electric power industry and energy saving sensors for various applications.

Mechanical engineering sector has long established traditions and experience. Among the advantages are: the availability of qualified assembly workforce at affordable cost / more than 205000 people working in the sector/; location close to Central Eastern Europe's automotive clusters; vibrant mix of international and local companies with successful operations in this field.

Agriculture and food processing - 50% of the territory of the country is agricultural land. Among the main products are: wines & bier; yoghurt and dairy products; poultry; meet processing; chocolate and confectionery.

Chemistry and related industries - Bulgaria is a leader in exports of chemical products / soda ash, phosphorus and nitrogen fertilizers etc.../ medicinal products and pharmaceutics.

Tourism - Bulgaria is one of the most visited tourist destinations in South Eastern Europe. During the period January-August 2013, Bulgaria was visited by a total of 5,087,232 foreigners (excluding the transit passengers) or an increase of 5.8% on a year base. The country has a combination of unique resources such as rich and old cultural-historic heritage and a variety of natural sceneries. Bulgaria is the second country in Europe concerning biological diversity. Bulgaria offers opportunities for a wide range of types of tourism: sea and summer; mountain, winter and ski; spa & wellness; healthcare and medical; cultural; hunting and fishing; adventure. There are 142 official resorts/ 58 -spa, 56 - mountain and 28 - sea resorts/.

FACTS YOU MAY NOT KNOW:

• Bulgaria ranks 2nd in Europe after Iceland in terms of existing, developed and registered (certified) mineral water resources /600 as total/

• In Bulgaria is situated the biggest synthetic soda ash plant in Europe and the largest oil refinery on the Balkans. One of our glassware factories hosts the biggest glass furnace on the Balkans.

• Bulgaria was the world's largest producer and exporter of lavender oil in 2011.

• Bulgaria is among the top 15 producers of buffalo and sheep milk in the world.

• Bulgaria was the world's second-largest exporter of bottled wine in the 70s and 80s.

• Bulgaria is the second biggest exporter of ore and precious metals concentrates on a global scale

continued on page 19

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EU projects

The Green MED Initiative project, funded under the ENPI CBC Med Programme, organized its 2nd Project Management & Steering Committee meetings in Barcelona, Spain on the 21st and 22nd of November 2013. The event was hosted by the project partner ASCAME (Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry), and gathered 11 project partners as well as the Beneficiary/Leader of the project, the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut and Mount Lebanon.

The purpose of these meetings was to discuss the project's progress in terms of activities, outputs, work packages and the action plan. In the same context, the GMI's Steering Committee discussed and voted on major issues related to the project, precisely terms of references of the Reverse Vending Machines and dates for launching the tender.

Within the objective of increasing awareness on the Mediterranean diet benefits, the **MedDiet project** team organized a trip for residents of Jdeideh, Bouchrieh and Sed to the Lebanese winery: KSARA.

Visitors were introduced to the Lebanon's oldest, largest and most visited winery that is attracting yearly around 40,000 guests. A documentary and a tour in the historical caves of the winery covered the yards, harvest, vivification, production of wine, diversified types of wine, wine vintage, storage of wine and wine tasting.

By the end of the visit, guests had the chance to appreciate the traditional Mediterranean Lebanese ritual breakfast, lunch and wine. Moreover, kids had the chance to play in Zahleh public park.

- The world oldest golden ornaments have been discovered at the Varna necropolis, dated around VI-V millenary B.C.

LEBANON AND BULGARIA

Lebanon is one of the priority trade partners of Bulgaria in the Middle East. Long standing economic relations exist between the two countries.. Bulgarian companies are known for having built key infrastructural projects in Lebanon in the 80's. In the last 2-3 years, we are witnessing a strong push in the bilateral relations between our countries through both diplomatic and economic means. In 2012, the bilateral trade is marked by a 85% increase compared to 2011 or a total of 100,8 mln US$. Among the most imported Lebanese products in Bulgaria are raw and uncultivated tobaccos, copper debris, and among the most imported Bulgarian products in Lebanon are gaz oil, corn and grain, cheese and dairy products.

OPPORTUNITIES

Bulgaria has an export potential and is interested to provide Lebanon with medicines and pharmaceutical products, clothing and textile, food and beverages, tobacco and tobacco products, mechanical engineering products etc... Bulgaria can offer high skilled professionals and companies for executing infrastructural projects in the field of energy, agriculture and construction. Bulgarian IT companies are interested in finding partners in the fast-developing IT and Telecommunication sector in Lebanon.

Lebanese businessmen are already strongly present in Bulgaria. Most of their activities are in the field of food processing, chemical products and general trade. Favourable opportunities for further Lebanese investments in Bulgaria exist in the field of manufacturing industry, food-processing, bank and insurance, tourism (hospitality services and catering), real estates.

Tourism - Bulgaria is well known for many Lebanese tourists. In 2011 Bulgaria was visited by 3837 Lebanese tourists, and in 2012 the number further increased by 33%. For 2013, we are expecting also a considerable increase in the number of tourists. The main destination for the Lebanese tourists is our sea coast, but people are starting to discover new places and forms of tourism around our country as we are a year-round destination.

Education - Bulgaria has a total of 51 universities with over 60 000 well prepared graduates per year. We have long traditions in the field of medicine and engineering. The most famous are the Medical University of Sofia, Medical University of Pleven, Medical University of Plovdiv and Medicinal University of Varna. The total number of students in the above-mentioned establishments is more than 10 000 annually coming from more than 55 countries. The most popular technical universities are the Technical University of Sofia, University of Chemical Technology and Metallurgy – Sofia and the Technical University of Varna where more than 26 000 students per year study there. There are foreign students from more than 45 countries with more than 500 in Varna only. We are lately witnessing an increasing interest from Lebanese students who are looking for a high-quality European education at an affordable price.

For more information, please feel free to contact Mr.Stefan Sofroniev:

Commercial and economic counselor.

Embassy of the Republic of Bulgaria

Hazmieh, Mar Takla,

44 Str., Sector 6, P.O.Box 11-6544, Beirut - Lebanon

Tel./Fax: 00961 5 453 044

Cell: 00961 71 938 330

VOUS DITES CONFLIT, NOUS DISONS ACCORD

Le Lebanese Mediation Center (LMC) est le premier centre privé de médiation commerciale à Beyrouth, établi à l'initiative de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban (CCIABML). Le LMC a pour objectifs la formation et l'accréditation de médiateurs, la résolution de conflits commerciaux par la médiation et le développement de la culture de la médiation au Liban.

www.ccib.org.lb
www.facebook.com/CCIAB
www.twitter.com/CCIABML
For more information please call 1314 ext 172

Lebanese Mediation Center

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

"SECOND ARAB FORUM ON THE NEW ROLE OF THE PRIVATE SECTOR IN THE DEVELOPMENT AND EMPLOYMENT"

Location: Sanaa-Yemen
Date: 09 - 11 December 2013

This event is being organized by the Arab Labor Organization with the collaboration of the Ministry of Labor and Social Affairs, the General Union of Chambers of Commerce and Industry in the Republic of Yemen and the International Labor Organization.

For more information:

Email: alo@alolabor.org
Website: www.alolabor.org

THE THIRD JAPAN-ARAB ECONOMIC FORUM

Location: Tokyo, Japan
Venue: The Prince Park Tower Tokyo Hotel
Date: 16 - 17 December 2013

This Forum aims at developing mutual economic relations between Japan and Arab Countries through trade, investment, energy, technology and Human resource development.

For more information:
Phone: +81 3 3237 6722
Email: jaef@jccme.or.jp
Website: www.jaef2013.org/english/index.html

CHINA INTERNATIONAL WINE COMPETITION

Location: China
Date: TBA

For more information:
Phone: +9611822493 (Chinese Embassy in Lebanon)

EXHIBITIONS

THE 22ND INTERNATIONAL DAKAR EXHIBITION

Location: Dakar – Senegal
Date: 28 November- 11 December, 2013

This exhibition is organized by the International Center of Senegal External Trade and is dedicated for the protection of the environment for sustainable development in Africa.

For more information:
Email: dec@cicesfidak.com
Website: www.cicesfidak.com

BEIRUT INTERNATIONAL BOOK FAIR

Location: Beirut - Lebanon
Venue: BIEL
Date: 06 – 19 December, 2013

This annual gathering of Lebanese and Arab publishing houses and libraries is being organized by the Arab Cultural Club under the High Patronage of His Excellency Mr. Tamam Salam, President of the council of Ministers.

For more information:
Phone: +9611354330
Mobile: +9613679893
Fax: +9611351847
Website: www.arabculturalclub.com

DARDÉCO-FURNITURE, DECORATION & GARDEN EXHIBITION

Location: Tunisia
Date: 13-22 December 2013

This exhibition is specialized in furnishing, lighting and decorative items.

For more information:
Phone: +216-71973111 / 71976111
Website: www.dardeco.com.tn

STEEL FAB 2014

Location: Sharjah-U.A.E.
Venue: Expo Center
Date: 20-23 January, 2014

This exhibition is specialized for metal manufacturing and steel fabrication.

For more information:
Phone: +97165991333
Email: info@expo-centre.ae
Website: www.steelfabme.com

31ST SESSION OF THE KHARTOUM INTERNATIONAL FAIR

Location: Khartoum - Sudan
Date: 30 January- 06 February, 2013

This global forum focuses on trade and investment opportunities in Sudan.

For more information:
Phone: +263624249183
Email: info@ifksudan.com / info@sudabiz.org
Website: www.sudabiz.org

INTERNATIONAL TRADE WEEK IN SHARJAH

Location: Sharjah-U.A.E.
Venue: Hikmet Sahin Cultural Park International Exhibition Center
Date: 19-28 March 2014

This event is organized by The Sharjah Chamber of Commerce and Industry.

For more information:
Phone: +97165938787/+971504774222
Email: omer@sharjah.gov.ae

BUSINESS OPPORTUNITIES

ZAO OKHRANNAYA TECHNIKA

Location: Russia

This company is specialized in the manufacturer of the modern outdoor perimeter protection systems and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:
Phone: +7-8412-65-53-16
Email: marina@forteza-eu.com
Website: www.FORTEZA-EU.com

INVESTMENT OPPORTUNITIES IN PORTUGAL

Location: Portugal

The Arab-Portuguese Chamber of Commerce and Industry is pleased to provide information on investment opportunities in Portugal in different sectors including civil aviation, agro food, construction & public works, sanitation & water harvesting - signals and rail lines, energy and renewable energy, real estate, tourism and others.

For more information:
Phone: +1831312153
E-mail: cciap@cciap.pt

GLITZ PHARMA

Location: Pakistan

This is a pharmaceutical company seeking Lebanese partnerships.

For more information
Phone: +92 51 57 94 371-2
Mobile: +92 322 2507074
Email: export@glitzpharma.net
Website: www.glitzpharma.net

SHAMSI PAKISTAN (PVT.) LTD

Location: Pakistan

This company is specialized in the manufacture of canvas, canvas bags, tarpaulins, tents, Shelters, bags, drop clothes, covers waterproofed, vehicles' Covers, ropes, conveyer belts, umbrellas, and garden furniture and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:
Phone: +9221 35661512 / 35661513
Email: shamsi.pk@cyber.net.pk
Website: www.shamsipakistan.com

ZDAS, A.S.

Location: Czech Republic

This company is specialized in the production of forming machines, forging presses, metal scrap processing equipment, rolled product processing equipment, castings, forgings, ingots and tooling, especially for the automotive industry and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +420 566 641 111

Email: zdas@zdas.cz

Website: www.zdas.cz

EGO ZLIN, LTD.

Location: Czech Republic

This company is a producer and distributor of complex biological protection system, logistic and decontamination system for urgent medicine or long-term treatments. It also deals with developing programmes which are based on customer actual requirements or global needs and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +420 577 100 031

Email: sekretariat@egozlin.cz

Website: www.egozlin.cz

ZVU POTEZ A.S.

Location: Czech Republic

This company is specialized in the production and supply of special apparatuses for pharmaceutical, power, chemical and petrochemical industry and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +420 497 771 270

Email: kancelargr@zvupotez.cz

Website: www.zvupotez.cz

NEESHAM CONSULTING

Location: Australia

This company is specialised in providing training and coaching services to enhance performance and build leadership capability for corporate clients in Australia and Eastern Europe and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: 0061 458 590 693

Email: chrsitopher.neesham@neeshamconsulting.com.au

Website: www.neeshamconsulting.com.au

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat, **Administrateur:** Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Marilyne Jallad, Phillippine De Clermont Tonerre, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb